

Cahiers du fédéralisme
Européen

I

Ethnies de France

U. F. A. T.
1951

Imprimerie Jacobs, Groningue, Pays-Bas

Cahiers du fédéralisme
Européen
I

Ethnies de France

U. F. A. T.
1951

Avant-Propos :

Considérations sur le principe fédéraliste.

L'idée fédéraliste est un tout. Le nationalisme interne conduit fatalement au nationalisme externe. Le chauvinisme développé par les Résistances a conduit à un morcellement pire en 1945 qu'en 1919. Une union des états serait un fédéralisme remis aux mains de ses ennemis naturels, une simple façade, vouée au sabotage de l'intérieur et aux querelles sans fin de prédominance.

Le fédéralisme n'est pas seulement le seul moyen d'assurer la paix et la distribution des richesses; c'est celui de mettre fin à l'ère nationaliste. Il faut abattre le nationalisme pour faire le fédéralisme et vice-versa.

Les nations-états modernes ont été un stade nécessaire, et acceptable tant que l'omnipotence et la déification de l'état, la subordination totale de l'individu et du groupe vivant à ses nécessités propres, n'ont pas mis en péril l'essence de l'homme et les biens élémentaires que sont la liberté des organismes naturels et la protection contre la mort. Aujourd'hui l'Etat-nation n'est plus qu'une formule de mort et de misère, d'esclavage et de désespoir. Dans la forme actuelle, il doit être anéanti et faire place à une entité nouvelle, qui sera l'Europe fédérale.

C'est alors qu'apparaissent sous ses ruines les groupes naturels, les organismes traditionnels, qui seront la révélation du vingtième siècle.

Fédéralisme, seul moyen de donner solution aux problèmes des nationalités et minorités. L'Européen doit pouvoir conserver sa nationalité comme sa langue et sa religion, quel que soit son habitat, quel que soit l'importance de la communauté à laquelle il appartient.

A. CALVEZ.

Remarques Préliminaires

Nous présentons dans ce cahier, le premier fascicule d'une série d'études consacrées aux différents groupes ethniques de l'Europe de l'Ouest, dont l'importance se révèle grandissante et décisive pour l'édification de la Fédération Occidentale. Celle-ci en effet ne peut espérer devenir une construction solide, touchant les bases réelles et européennes de la culture de l'Occident, que dans la mesure où elle respectera et même fera revivre ces antiques unités de la vie paysanne et de la consanguinité, inaperçues de nos jours sous les contraintes étatiques et sous le manteau uniforme de la civilisation urbaine.

Les articles suivants ont trait aux ethnies existant sur le territoire de l'Etat français et de façon générale, dans les régions de langue et dialectes romans apparentés. Une revue complète de ces groupes aurait nécessité des études sur la „France“ au sens propre et ethnique du terme (pays au Nord de la Loire utilisant les dialectes d'oïl), sur l'ancienne „Celtique“ du plateau central où survit, en Berry, Bourbonnais, Limousin, Gévaudan, etc., la sous-nationalité toujours vivace des „Auvergnats“.

De même l'individualité des „nations“ gasconne et provençale devrait être précisée en face de la notion générale d'„Occitanie“ (régions parlant la langue d'oc). La minorité catalane (Roussillon) aura normalement sa place dans une revue des ethnies de la péninsule ibérique, actuellement, en préparation; la Corse dans celle des peuples italiques. Nous avons également négligé systématiquement de traiter le cas de l'Alsace ainsi que celui de la zone des parlers „picards“, à l'ouest de la Wallonie, qui sera envisagé dans un prochain fascicule comme le prolongement des ethnies germaniques et „néerlandaises“. Le cas de la Bretagne celtique doit être abordé en détail dans un cahier spécial, relatif aux populations de souche „britannique“ insulaire.

BERNARD DELESALLE.

I. De l'Occitanie

Genèse et différentiation: de l'OC à l'Oïl.

On peut caractériser de nos jours sous la dénomination d'OC, la partie de la Gaule où il n'y eut qu'une faible colonisation barbare germanique, de Wisigoths et de Burgondes, aux V^e et VI^e siècles; après J.C. (418 à 534 environ). On y remarque la survivance des noms géographiques romains, tels la „Provence” (Provincia Romana ou Narbonnaise), l'„Auvergne” (le peuple des Arvernes) et l'„Aquitaine” (Aquitania).

Il faut d'autre part souligner, au Nord d'une ligne tirée de Nantes à Belfort, dans l'axe de la vallée inférieure de la Loire, la présence d'un peuplement barbare beaucoup plus dense, avec une influence marquée de la prononciation germanique sur la phonétique romane: en fait, corruption du latin vulgaire parlé en Gaule qui fut la genèse de la „langue d'oïl” (dans la France stricto sensu ou „Il de France”, en Normandie, Lorraine, Wallonie).

Or, au moment de la dissociation de l'empire de Charlemagne, postérieurement à 840, on assiste à un double phénomène. C'est, d'une part, la formation progressive des deux langues cardinales dites „française” et „allemande” (hochdeutsch, par mutation consonantique à partir du germanique commun); et d'autre part l'apparition, simultanément, des deux royaumes opposés mais complémentaires de la „France occidentale” (France proprement dite) et de la „France orientale” (Francie, puis Dietschland, vulgairement „Allemagne”). Ce fait apparaît au grand jour lors du fameux serment prêté en deux langues par les héritiers carolingiens, devant leurs troupes assemblées à Strasbourg, le 14 Février 842.

Cela n'empêcha point — et cette remarque est capitale — que les dialectes antérieurs, aussi bien ceux des conquérants germaniques („Tudesques”, „Thiois”) que ceux des indigènes conquis („Romains”, „Romans”), n'en survécurent pas moins longtemps et donnèrent lieu à d'autres essais de formation de langues littéraires, au gré des cristallisations politiques sporadiques de la féodalité.

Ainsi, c'est en pays „thiois” que le dialecte francique, à la cour des Carolingiens de l'Ouest, a laissé le peu connu mais

essentiel document poétique du Ludwigslied, ce „rithmus teutonicus” de 59 vers qui célèbre avec emphase:

Einan Kuning weiz ih, heizsit her Hludwig. . . .

la victoire remportée par le roi Louis III sur les envahisseurs normands, à Saucourt-en-Vimeu, en 881. Quant au „bas-saxon”, antique forme littéraire des actuels parlers bas-allemands (platt-deutsch), il a laissé cet unique monument, le Heliand, poème héroïque du Christ en 6000 rimes allitérantes, provenant de l'entourage de Louis-le-Débonnaire (v. 830).

C'est en pays „roman”, avant que les Capétiens ne fixent définitivement les destins de la France occidentale autour de Paris (Hugues Capet, 987), là où la langue vulgaire parlée par les Gaulois romanisés était encore phonétiquement proche du latin, que l'on trouve dès le IX^e siècle les 14 versets de la Cantilène de Sainte Eulalie:

Buona pulcella fut Eulalia,
Bel avret corps, bellezour anima. . . .

que l'on pouvait lire, coïncidence significative, dans le même manuscrit que le Ludwigslied, au monastère de Saint Amand-sur-Scarpe.

En définitive, de la même manière que le roman adopté par les Francs, sous l'influence de leur prononciation gutturale donnait naissance à partir de cette époque aux dialectes d'oïl — le picard en particulier que l'on retrouve dans les magnifiques poèmes du cycle de Raoul de Cambrai, des quatre Fils Aymon, de Gormond et Isembart, de Roland et de Renart — la „Romania” au Sud de la Loire développait dans la région méridionale si favorisée de l'Aquitaine, une littérature de grand style, digne de sa civilisation autonome et hélas! perdue, celle de la „langue d'oc”.

La langue d'oc.

Elle paraît centrée à l'origine sur le duché de Guyenne, héritier du royaume carolingien d'Aquitaine, à la cour des comtes de Poitiers puis de la duchesse Aliénor, sous la dénomination de dialecte limousin: là brillèrent dans l'art difficile de la chanson d'amour (canzone) Guillaume IX lui-même (1086—1127), Jaufré Rudel, la comtesse de Die, le grand élégiaque Bernart de Ventadour:

Cor e cors e saber e sen
E forse poder hi ai mes.

dans la satire (sirventès) le noble Bertran de Born (1180—1196) et dans l'art hermétique (trobar clus) les poètes Marcabru (v. 1135—1155), Peire d'Auvergne (1150—1180), Rambaut d'Orange et tant d'autres! C'est la croissance du comté de Toulouse, simple démembrement de l'Aquitaine gothique, qui permettait à la fin du XII^e siècle, à la cour de Raymond VI (1194—1222), et jusqu' à la néfaste Croisade de Simon de Montfort, l'éclosion de la poésie lyrique raffinée des „troubadours” de l'âge classique: un Arnaut Daniel (v. 1180—1200), un Arnaut de Mareuil, un Peire Vidal (v. 1180—1205), un Fouquet de Marseille, un Gaucelm Faidit, un Guiraut de Bornelh (1190—1240), leur maître à tous, sans excepter ce passionné de l'invective, Peire Cardenal. Ici se place l'une des pages les plus honteuses, les plus escamotées de l'histoire de France.

La civilisation méditerranéenne fut étouffée, détruite, avec la bénédiction de la Rome d'Innocent III, unie à l'autorité de Philippe II Auguste qui visait l'unité royale française. Le prestige de la civilisation d'oc en plein épanouissement, les trésors de sa culture, de ses sciences philosophiques, de sa mystique initiatique soulevée par les infiltrations manichéennes venues de la Perse ou par l'action de la secte bulgare des Bogomils, cette „gnose” que l'autocratie catholique romaine avait dû, de toute urgence, absorber dès ses origines, trouva ici, dans le composé ethnique ibérogothique, un terrain favorable à la multiplicité, à la tolérance du „Divers” et de ses enseignements humanistes. L'efflorescence des antiques sciences chinoise, persane, égyptienne, grecque s'épanouissait dans la doctrine de Manès, telle que les autochtones la saisirent sous la forme spécifiquement européenne et occidentale du „Catharisme”. A une Eglise, à la foi aveugle des Frères Prêcheurs (le castillan St-Dominique, 1215), une science, une aristocratie, une Ecole s'opposaient: on sait que la philosophie gnostique refuse de condamner le mal moral en l'homme et considère ses souffrances comme un Mal cosmique. Pour un gnostique, il n'est pas possible ni pensable que notre monde manqué ait été l'oeuvre d'un Créateur parfait.

Le pape romain et le roi capétien, unissant leurs intérêts spirituels et temporels, comprirent le danger qui menaçait le trône de Pierre. Ce fut le prétexte d'une véritable „croisade”, menée cette fois contre les „infidèles de l'intérieur”, mais qui servit surtout, dans les contrées méridionales, les buts annexionnistes précis de la monarchie de Paris. En outre le point d'origine, chez les disciples de Saint-Dominique, de la véritable „police des esprits” qui a nom l'Inquisition (décret de fondation de Grégoire IX, 1229).

La guerre du Nord contre le Sud, Oïl contre Oc, où la convoitise, les jalousies de races, le luxe, l'optimisme social des

Méditerranéens, la beauté des femmes, le raffinement des coutumes et des moeurs, jouèrent chez les „reitres” de Simon de Montfort le rôle d'exaltant et de bravoure, mit fin à tout un monde désormais englouti, n'était-ce l'influence apaisante des penseurs ibériques, un Averroès et un Maïmonide en particulier (± 1197 et 1204) qui réalisèrent dans le domaine des idées la synthèse psychologique devenue inéluctable des apports du Midi et du Septentrion. C'est là le point de départ longtemps méconnu de l'un des grands courants de la pensée occidentale, cette noble et féconde filiation spirituelle qui, des cosmogonies chrétiennes de l'abbé Joachim de Flore (1183) et de Dante (1302), aboutit par Pic de la Mirandole (1486) et les jansénistes de Port-Royal (Blaise Pascal, 1657) à la vision moniste de l'univers d'un Elie Faure et des philosophes néo-romantiques de l'Allemagne contemporaine, un Spengler ou un Klages!

Une Gothie méridionale.

S'il est entendu et admis que le fonds de la population aquitanique, de souche celto-ibérique, a été linguistiquement romanisé, il reste un point que l'historiographie officielle a masqué systématiquement jusqu'à ce jour: c'est la véritable appartenance ethnique de la noblesse, implantée dans le Toulousain, l'Albigeois, le Quercy, le Rouergue et le Narbonnais depuis l'établissement en Aquitaine seconde des rois wisigoths de la dynastie des Balthes, Wallia, Théodoric et Euric, au V^e siècle après Jésus-Christ; en outre, en face des autochtones catholiques, ces conquérants professaient l'hérésie d'Arius. Leur nom resta d'ailleurs jusqu'en plein Moyen-Age au „marquisat de Gothie” qui prolongeait au Nord des Pyrénées, entre Narbonne et Rodez, la Gotalania, cette „terre des Goths”, en oc Catalunya, notre Catalogne. Déjà les ducs indépendants de Vasconie-Aquitaine, un Loup, un Yon, un Hunald, un Waïfre luttèrent jusqu'à la mort contre l'expansion franque de Charles Martel, Pépin et Charlemagne dans leurs repaires montagneux des Causses quercynois et rouergats (719 à 769). C'est bien la solidarité de la noblesse de sang goth qui s'affirma, une dernière fois, par la mort du roi Pierre II d'Aragon dit „le Catholique” à la bataille de Muret, en portant secours contre les Français à son beau frère hérétique et excommunié, le comte de Toulouse Raymond le Vieux (13 septembre 1213). Ce qu'on appellera plus tard le „huguenotisme méridional” qui se lèvera après 1560, entre Nîmes et Montauban, n'est au fond que l'ultime sursaut et, en définitive, l'héritier direct à la fois de l'hérésie indigène des Cathares albigeois et du gothisme foncier de la noblesse languedocienne. Par contre au-delà des Cévennes, dans la basse vallée du Rhône, l'absence à peu près totale de colonisation germanique a laissé subsister une „province”

presque indemne d'apports barbares mais non pas de sang maure, notre Provence „latine” pour ne pas dire en réalité levantine.

Il est troublant d'autre part de constater — et ce n'est point là simple hasard — les rapports et les influences réciproques du lyrisme des troubadours appelés improprement „provençaux”, non seulement avec leurs épigones de langue d'oïl, un Thibaut de Champagne (V. 1250) ou un Guillaume de Lorriès (1237) par exemple, mais avec la poésie de l'„amour de loin” des troubadours dits „Minnesänger” (du haut-allemand Minne: „amour”), qui fleurissaient précisément en ces années critiques de 1190—1220 à la cour des princes féodaux de Thuringe, d'Autriche ou de l'empereur Henri VI Hohenstaufen: les chevaliers-poètes Hartmann von Aue, Henri de Morungen, Wolfram d'Eschenbach et surtout, auprès des ducs viennois, le célèbre Reinmar surnommé „le rossignol de Hagenau”, ainsi que Walther von der Vogelweide lui-même:

Mich hât ein halm gemachet frô:
er giht, ich sül genâde vinden.

(Das Halm-Messen)

Un même culte raffiné de l'amour s'observe, de façon diffuse il est vrai, à cette époque — qu'on songe seulement au succès remporté en toutes langues par le poème nostalgique de Tristan — à travers le grand nombre de romans courtois épico-chevaleresques de la „matière de Bretagne”, depuis ses obscures origines celtiques jusqu'à Chrétien de Troyes (1170) ou Gottfried de Strasbourg (v. 1210). N'oublions pas non plus le souffle d'ésotérisme qui animera, peu après, les Triades bardiques ainsi que l'art versificatoire complexe (cywydd) des élégiaques gallois (Dafyll ab Gwilym, 1320—1380). Et le gentilhomme breton Eon de l'Etoile qui fut condamné en plein concile, par le pape, en 1148, pour folie visionnaire, n'est-il pas le contemporain de l'hérésiarque Henri de Lausanne, le protagoniste de la secte albigeoise des „Henriciens”? Tous ces jaillissements poético-mystiques disséminés à travers la Chétienté d'Occident, qui fusèrent alors, en dépit des appels de St. Bernard à l'orthodoxie, sont révélateurs de la profonde affinité ethnique et religieuse des trois sources d'inspiration occitane, cymrique et haut-allemande.

L'exode des derniers troubadours toulousains, après la répression, les entraîna au-delà des Pyrénées, auprès des cours ibériques, où le roi de Portugal Denis le Libéral devint leur élève le plus fameux (1279—1325). Certains passèrent en Italie du Nord, tel Americ de Peguilhan à la cour des marquis d'Este, puis jusqu'à Palerme, auprès de l'empereur gibelin anti-papiste Frédéric II de Hohenstaufen et de son fils Manfred. Le man-

touan Sordello — notre Sordel — fut leur imitateur en langue d'oc tandis que le guelfe Guitoune d'Arezzo s'essayait à les suivre dans son dialecte toscan (v. 1260—1294). Leur influence est évidente sur la naissance dans le milieu florentin, à la fin du XIII^e siècle, de la langue littéraire italienne, ce dolce stil nuovo qu'alliaient illustrer le poète Dante Alighieri (1265—1321) et l'humaniste Pétrarque, venaissin d'élection (1304—1374).

Conclusion.

Ceux des troubadours qui revinrent au pays, comme Guiraut Riquier (v. 1260—1280), ne trouvèrent plus l'audience de jadis. Leur propre langage, redescendu du Nord sous forme de poèmes épiques, s'était associé aux préoccupations théologiques ambiantes, dans la contrainte des esprits, pour exclure la poésie contemplative, saine et riche, d'autrefois: Dieu et Ma Dame, le culte de l'Esprit Saint joint à celui de la femme idéale, que Goethe reprendra en son second Faust — la Mère d'Eternité.

L'école du Gay Saber (1323 et suiv.) n'est à vrai dire qu'une médiocre contrefaçon, pédante et alambiquée, de la vieille inspiration folklorique indigène. Sous la pression des institutions centralisatrices de la monarchie capétienne, depuis Philippe le Bel, les frontières linguistiques reculèrent progressivement des parages de Poitiers et de Lyon pour se cristalliser, au XV^e siècle, dans leur état actuel: suivant une ligne qui joint Bordeaux à Valence, englobant les patois grasseyants de l'Auvergne et du Gévaudan. Dans les limites des trois sénéschaussées royales de Beaucaire, Carcassonne et Toulouse — le futur „gouvernement de Langue d'Oc" — une tentative de restauration littéraire se fit jour cependant sous le règne de Louis XIII, en 1614: la fondation des tournois toulousains des „Jeux Floraux", chez Clémence Isaure, où une spécieuse versification, habile peut-être, mais loin de posséder la profondeur et la grâce des anciens ménestrels, ne servit qu'un académisme désuet et inconsistant.

Lors de la fondation du Félibrige, au château de Font-Ségugne près d'Avignon, le 21 mai 1854, la triade Roumanille-Aubanel-Mistral commit l'impardonnable légèreté d'introniser son dialecte de Basse-Provence, abusivement qualifié „d'ail" — la langue qu'on poëma de Mirèiro (1859) — comme l'idiome représentatif du génie méditerranéen. C'était là une prétention insoutenable, une erreur fondamentale du point de vue philologique mais surtout historique, car entachée d'arrière-pensées politiques, celles qu'ont développées avec la violence que l'on sait nos contemporains Charles Maurras et Léon Daudet. Leurs efforts tendaient à obscurcir l'origine proprement aquitannique de la langue occitane, au profit de préjugés nationalistes favorables à la traditionnelle conception de l'Unité.

Nul n'est dupe aujourd'hui de la qualité permanente du fonds ethnique qui soutint la langue des troubadours ni des spécieux métissages importés d'Orient, par les escales massiliotes, sur qui s'appuie la dogmatique de l'école royaliste française pour nier toute valeur au „drame biologique du sang" et non au Fatum abstrait, tel que, le premier, l'a entrevu l'aquitain Gobineau.

GEORGES F. LENTILHAC.

II. Le paradoxe de la Bourgogne

L'Enjeu Territorial.

La Bourgogne est un paradoxe, car elle a pu vivre sans frontières ni formes fixes, ne connaissant le plus souvent que la défaite et cependant riche de possibilités. Cet Etat était donc viable et si proche parfois de la domination que Fustel de Coulanges a déclaré „qu'on aurait pu prévoir vers 1470 que la Bourgogne formerait, allait former, un vaste état indépendant qui limiterait à jamais les destins de la France." Cette nation a vécu en dépit de l'histoire et de la géographie, mais aussi grâce à elles. Ce que la géographie lui assignait de faible, l'histoire le corrigeait et inversement. La géographie lui donnait l'axe d'un fleuve, force énorme et tranquille, et l'histoire fit de cet axe une frontière, le pire malheur pour une nation. Elle fut coupée en deux tronçons pour qui se rejoindre était le but suprême, atteint parfois mais non maintenu. L'histoire compensait ce désastre en lui donnant une race qui soudait les tronçons comme l'épée de Sigmund et en faisait, malgré tout, une unité qui fut durable à travers maintes péripéties. L'histoire créait là un duel, une France-Allemagne, la géographie un tout, une Egypte. Ces deux facteurs étaient antagonistes, et la Bourgogne leur a dû son destin manqué.

La Bourgogne c'est avant tout la vallée de la Saône, avec les pays montueux qui la bordent à l'Est et à l'Ouest. Elle est un état de formule grecque: l'immobile cité au centre, et la frontière aussi loin que porte la lance.

Dans un organisme le centre importe, et non la limite. C'est pourquoi, réalité organique, la Bourgogne a pu vivre dix siècles sous l'assaut de voisins puissants et ensuite mener une sorte de vie d'outre-tombe qui fut encore brillante. Mais ce qui a cimenté cette unité flottante, ce fut, semble-t-il, moins le sol, trop ouvert et trop varié, que la race, composite quoique avec une déterminante nordique.

Le drame bourguignon fut cette rivière paisible de la Saône dont le traité de Verdun fit une frontière sanglante. Un fleuve est la pire des frontières. Le destin naturel de ce squelette liquide, de cette ossature qui coule et cependant demeure, est d'unir. Diviser est le propre des montagnes. L'Europe souffre par le Rhin malencontreux et la France a été bien malade par

la Loire, l'un étant frontière avouée, l'autre frontière cachée. Tandis que l'Égypte a vécu trois mille ans, stable sur l'axe de son Nil éternel, fécondée par les crues régulières qu'envoyaient les dieux, jadis gardiens de l'ordre des choses.

Le grand historien de la Bourgogne, l'abbé Chaume, au début de ses magistrales „Origines du Duché...”, inachevées hélas (Dijon, 1925—1931, 3 vol.) cite les prétentions du dernier duc à retrouver dans le Duché l'héritage du Royaume et il ne les contredit pas. La continuité est visible entre la royauté barbare des invasions et le duché des Valois. Depuis l'installation des Burgondes, il est resté quelque chose qui ne changeait point, malgré les partages et les conquêtes, et qui, déchiré sur ses bords, gardait son centre immobile, une sorte d'âme inquiète et nostalgique sans retour.

L'Histoire.

Avant le Bas-Empire, il n'y avait pas de Bourgogne nommée : il existait une vaste route. La trouée du Rhône, épanouie dans la plaine de la Saône, laissait venir les influences de la Méditerranée. Tous les dieux y sont passés, surtout Isis et le grand Mithra qui faillit l'emporter. La Gaule indépendante, déjà, s'hellénisait par Massilia et le pays des Eduens. La funeste conquête de César en chassa la Grèce ou profit de Rome, restreignit l'horizon de la future Bourgogne. Puis tout s'écroula dans une longue et fière décadence. Tandis que la civilisation gallo-romaine rayonnait encore des splendeurs de sa misère, les Barbares entrèrent. Ils n'étaient point tous dévastateurs et la contrée eût la chance qu'un peuple de ces hautains barbares se présenta en allié. Les Burgondes, vaincus sur le Rhin, près de Worms, aux alentours de 437, refluaient, demandant asile aux Romains. On les fixa dans la Sapaudia (Savoie), d'où ils s'étendirent sur la Suisse romande, l'actuelle Bourgogne et la Franche-Comté. Ce fut une mise en place bien plus qu'une conquête. Dans le pays dépeuplé, ils étaient les biens venus. Ainsi se fonda le royaume de Gondebald, le plus policé des états barbares, sous la loi Gombette. Ces hôtes nouveaux, qui s'en étaient venus de tribulation en tribulation troublèrent peu l'ordre établi et ranimèrent une civilisation défaillante. A côté des fières stèles, ils couchèrent leurs tombes de pierres frustes. Le paganisme fit place à un christianisme encore proche des dieux et les hommes n'étaient pas alors assez vains pour chercher à innover dans les choses divines, où l'on n'invente point.

Mais le jeune royaume entra en lutte avec Clovis et les fils de celui-ci consommèrent son désastre (534). Les Francs étaient aussi des Nordiques, moins aventurés, plus près de leurs bases et qui n'allaient point en enfants perdus comme les Burgondes

venus, plus de cinq cents ans auparavant, de l'île de Bornholm (mer Baltique), égarés et repoussés dans toute la Germanie, sans secours.

Vaincue par les Francs, la Bourgogne subit des partages, la capitale changea : Chalon Autun. Le peuple resta lui-même, rameau germanique enté sur le vieil arbre celtique (de même souche d'ailleurs), civilisation faite des débris de la culture gallo-romaine vivifiés par le Nord. Il reste une âme, fluctuante et intacte, au gré des miracles renouvelés du sol et de la race. Le vieux Royaume subsiste à l'Est, au-delà du Jura, ou plutôt en-deçà, puisque les Burgondes venaient de l'Est. Avec Boson se détache un autre royaume du Sud qui touche à la mer, mais dépassant les limites naturelles il ne vit point (879—933). C'est la Bourgogne de Richard le Justicier, bien constituée, qui préfigure le Duché (900—921 env.). La Saône en est l'axe et la Loire est à peu près sa frontière. C'est le vrai centre du pays des Burgondes, le reliquat solide et logique de la vieille Bourgondie barbare.

Le néfaste traité de Verdun, en 843, avait partagé la Bourgogne selon la ligne de la Saône, laissant la partie orientale dans la mouvance de l'Empire. Mais cette frontière, à la fois fragile et fatale, fut souvent effacée. Les deux tronçons cherchaient à se réunir. Ils le furent sous les Valois. Tous les fastidieux partages, mérovingiens et carolingiens, laissèrent subsister une unité mouvante mais forte.

L'apogée de la Bourgogne eut lieu sous Philippe le Bon, le meilleur de nos ducs (1419—1467). Mais tandis que l'état de Richard le Justicier était l'équilibre, la juste mesure, la Bourgogne devenait alors démesurée. La Flandre fut pour elle une richesse, mais aussi un impedimentum politique. A l'heure de la plus grande puissance, le dernier Valois en voulant réunir ces terres éparses, opération indispensable, perdit pied dans les pièges du roi de France et tomba (1477). La Bourgogne ducale fut „réunie à la couronne”, selon l'euphémisme en vogue alors que n'avait point cours le „droit des peuples à disposer d'eux-mêmes”. Le pays fut soumis par Louis XI d'une manière fort dure, mais qui s'avéra efficace. Cependant sous François Ier, après la défaite de Pavie, une sorte de parti national se fit jour à Dijon (1525).

Après la catastrophe de 1477, on appellera Bourgogne le seul Duché, dernier reste d'un grand Etat, résidu de la Bourgondie et de la vraie Bourgogne historique. La Franche-Comté, restée à l'Empire, ne sera soumise que par Louis XIV après des guerres cruelles. L'histoire de France ne mentionne pas le Royaume au-delà du Jura, celui de Conrad le Salien, ce „royaume d'Arles” dont la couronne devint celle du Saint-Empire (1034). Et c'était peut-être là la meilleure partie et la plus vénérable de la Bourgogne première!

Destins Bourguignons.

Ainsi on peut concevoir la Bourgogne comme un large pays, ouvert à toutes les influences, mal défendu, sans capitale fixe, mais fort de son axe naturel. C'est celui-ci qui semble avoir donné à ces terres une certaine unité et une force véritable. Mais c'est aussi la race. Le pays s'ouvre largement au Nord et n'offre au Sud qu'une route de transit. Il a été peuplé par le Nord et n'a reçu du Sud que des influences culturelles. Il les a fondues dans le creuset de son sol fertile et de sa race à dominante nordique.

Qu'un Etat national se soit conservé, parfois divisé en tronçons mais tendant toujours à se ressouder, sur ces terres si mal délimitées, soumises à des destins si contraires, semble un perpétuel miracle. Celui-ci provient-il du sol qui a permis à un peuple souvent vaincu de réaliser la plus grande richesse de l'Europe du Moyen-Age? Vient-il de la race qui a permis à ce sol divisé de s'unir et de durer comme un tout? Le centre fixe et la frontière incertaine ont fait de la Bourgogne un type d'état grec et même spécifiquement germanique.

L'évolution historique a bientôt séparé ce qui était viable de ce qui ne l'était pas: la Bourgogne naturelle de ses prolongements. Le royaume du Sud n'a point duré, la Flandre n'est point restée. La „Bourgogne naturelle“ en son sens le plus large, est le pays de la Saône avec extension vers la Seine, la Loire et le Rhin, qui va de Langres à Mâcon, de Genève à Nevers. C'est la Suisse Romande, la Duché et la Comté, Nevers et la Bresse. Les peuples du Nord n'accèdent point à la Méditerranée sans peine ni sans malheur.

Si l'on pense que l'histoire présente un sens, une logique, on pourra tirer du paradoxal destin de la Bourgogne au moins un enseignement: c'est que les grandes puissances, les richesses durables ne s'édifient que dans la paix. Les Burgondes qui ne connurent guère le repos, s'étant fixés enfin, formèrent l'une des plus riches nations d'Europe. Et leur défaite devant les Huns, sur le Rhin, devint le point de départ de leur grandeur. Plus tard leur puissance à son faite s'abîma d'un coup, par la guerre. Mais l'histoire, en dépit de la logique qui lui est propre, a-t-elle rien de commun avec la morale ou avec la justice, qui demeure le plus incompréhensible de tous les rêves humains!

L'Avenir.

De nos jours peut-on encore parler d'une Bourgogne? Il est permis de se le demander. Elle est à peine encore un nom puisque s'appliquant seulement à un lambeau du territoire primitif. La civilisation moderne, essentiellement niveleuse, a dans nos campagnes une proie facile. L'oubli est son puissant

auxiliaire. La province n'est point assez isolée pour garder une originalité. Elle a subi trop de partages, trop de changements et la domination trop longue d'un Etat hypercentralisé pour se souvenir encore.

On ne peut en effet trouver trace d'une culture dans les mascarades dénommées „manifestations folkloriques“. On ne peut voir un reste d'orgueil national dans ce culte du vin célèbre à l'aide de Tastevins et de chansons à boire qui n'ont rien de dionysien. La Bourgogne ne serait-elle plus aujourd'hui qu'un lieu de carnaval et de beuverie, ou encore un musée archéologique, vaine gloriole entre la souveraineté d'hier et l'esclavage de demain?

A C E L A, nous répondrons N O N, de la façon la plus catégorique. Sans doute le coeur d'une nation bat-il en son centre géographique, en ces coteaux et ces plaines favorisées qui ont donné jadis au romantisme un Lamartine et à la science, de nos jours encore, un homme de la trempe et de l'envergure d'un Roupnel. Aux heures du doute et du désespoir, le caractère national se réfugie aux frontières, dans les marches éloignées où il se retranche, intact, jusqu'au moment où des circonstances favorables le rappelleront à la vie. Cela aussi est une loi de l'histoire.

Or la frontière des pays proprement „burgondes“ — ne disons pas bourguignons — était orientée au Midi et à l'Est. C'est là, aux confins de la Bresse, du Bugey et du Forez, du pays de Gex, du Genevois et de l'actuel canton de Vaud que la colonisation germanique des V^e en VI^e siècles atteignit sa plus grande intensité, comme l'atteste la présence de nombreux cimetières barbares et cette foule de toponymes, de lieux-dits de racine incontestablement gothique que les plus récentes études ont mis en valeur de toutes parts (Th. Perrenot, La toponymie burgonde, Paris, Payot, 1942). Genève et Lyon d'ailleurs ne furent-elles pas capitales des rois barbares dès 443 et 470, bien avant Chalon-sur-Saône? C'est dans ces mêmes parages jurassiens et alpestres, de part et d'autre du Léman, mais avec une avancée forézienne jusqu'aux limites de l'Auvergne, que subsiste aujourd'hui encore l'usage d'un parler original que les spécialistes se sont résignés à décorer du nom de „franco-provençal“, faute de pouvoir l'intégrer à aucun de leurs groupes de langues d'oc ou d'oïl. Ce dialecte de transition semble être, au point de vue linguistique, la réplique de ce que représente, au point de vue strictement anthropologique, le type d'homme dit „lorrain“, de haute stature, brachycéphale et blond, si répandu en suisse romande, en Franche-Comté et dans la région lyonnaise. c'est à dire la marque spécifique, l'empreinte indélébile de la domination burgonde sur les populations de souche romane (W. von Wartburg), Les origines des peuples romans, Paris, Presses Universitaires de France, 1941, p. 138—150; H. V. Vallois,

Anthropologie de la population française, Toulouse-Paris, Didier, 1943, p. 82—88).

En d'autres termes, devant la carence actuelle de la tradition nationale dans la Bourgogne historique des Princes mécènes et des Arts, nous faisons appel aux réalités populaires plus profondes, à la notion sous-jacente de la „Grande Bourgondie”. Cela est une idée de dimensions et de valeur européenne, promise sans doute à un grand avenir: celle d'un ensemble économique et humain beaucoup plus vaste, dont la capitale serait non pas Dijon, mais bien Genève ou encore, quoiqu' avec des réserves, Lyon. Derrière elle pâlissent les formes étriquées et désuètes du vieux régionalisme somnolent: elles ne savent pas voir au-delà des limites consacrées d'un duché français ou d'un comté palatin d'Empire! Tous ces préjugés de clocher laissent ignorer par exemple, de propos délibéré, la signification politique originelle de la Maison de Savoie, maître depuis 1273 de la „Petite Bourgogne” vandoise et depuis 1292 des abords méridionaux du Jura, avant que les baillis bernois en 1536, puis les rois de France en 1601 lui eussent fermé définitivement, au Nord, les voies bourguignonnes de ses destinées. . . . Tout au contraire: lorsque fondus au même creuset du souvenir collectif et de la race, l'habitant de la Maurienne comme celui du val d'Aoste, le bourgeois lyonnais, le vigneron de Vaud, le libre citoyen de Genève ou de Lausanne auront retrouvé les antiques liens de la parenté et de la psychologie qui les unissent à leurs compatriotes mâconnais, dolois, visontins, dijonnais; bref lorsqu'ils auront, les uns et les autres, repris conscience de leur véritable nationalité par-dessus tous les particularismes cantonaux ou provinciaux, les autonomies urbaines ou confessionnelles, les frontières de classes ou les limites étatiques, ce jour-là ressuscitera l'âme bourguignonne et notre pays sera sauf.

DANIEL MARCUS.

Note de l'éditeur

Nous publions l'étude suivante, sous la responsabilité entière de son auteur, à titre de document sur la politique actuelle des nationalités en Belgique et sur les possibilités de réalisation en ce pays de l'idée fédéraliste. Il nous paraît évident en effet que les populations de langue romane du Nord de la France, en Artois, Cambrésis, Hainaut, absolument identiques au point de vue ethnique à leurs frères de race de l'autre côté de la frontière — ne fût-ce que par l'usage commun du dialecte picard — ne se sentent nullement „Wallonnes”, sentimentalement parlant, mais plutôt „flamandes”.

Ceci est la preuve que l'hérédité anthropologique demeure chez elles la plus forte et cela donne un démenti éclatant à la thèse d'origine philologique, fort répandue en Belgique, sur le caractère „latin” et la prétendue Latinité foncière de la „Wallonie”.

B. DELESALLE.

III. Le mouvement Wallon

A mes amis des „Nouvelles Equipes Internationales”, en souvenir de nos discussions de Sarrebrück.

A Yves Roland, à Jacques Desnerck, à la „Fédération Wallonne des étudiants de Louvain”, je dédie ces quelques pages.

Au début de son remarquable ouvrage sur „L'Italie et l'ordre international”¹⁾, Luigi Sturzo recherche ce qu'il nomme „l'italianità”, c'est-à-dire: „les caractères et le rôle spécifique... que la nature a créés et qui ont mûri à travers l'histoire”. Nous serions bien en peine, à moins de plier les données historiques à notre fantaisie, de nous livrer à semblable travail au sujet de cette communauté wallonne qui n'a pris conscience d'elle-même que récemment (le mot „Wallonie” naquit en 1858 et s'est vu consacré par la législation en 1932) et, à beaucoup d'égards, bien imparfaitement encore. La Wallonie est née au sein de l'Etat belge et le mouvement flamand occasionna cette prise de conscience des populations du Sud de la Belgique, par un phénomène de nationalisme linguistique. „Le nom de Flandre, réservé d'abord à la région brugeoise ne s'appliqua que peu à peu aux diverses possessions des comtes, puis aux Pays-Bas catholiques, enfin à tous les territoires, belges ou liégeois jadis, où l'on parle le flamand”. Et Léon E. Halkin à qui nous empruntons cette citation²⁾ continue: „... La Wallonie historique est toute jeune encore. Il y a des Wallons depuis un millier d'années, mais le vocable Wallonie ne date que de quatre-vingts ans. C'est pourquoi on pouvait parler des Wallons sans éprouver le besoin de désigner d'un terme unique les provinces disparates où ils vivaient. Le peuple wallon doit la notion de son existence au réveil flamand: il n'y aurait pas eu de problème wallon s'il n'y avait eu une question flamande. C'est seulement après l'Union³⁾, à partir de 1795 et surtout de 1830 que les Wallons de Liège, de Namur, de Tournai — comme d'ailleurs les Flamands de Gand, de Louvain et de Hasselt — ont pris conscience de leur parenté de langue, de moeurs et surtout de sensibilité. Dater du Moyen-Age cette communauté est un nonsens historique”.

Quels furent les résultats de la formation des deux communautés sur le territoire de la Belgique?⁴⁾

D'abord, comme le remarque Halkin dans le passage cité plus haut, une cristallisation s'opère des termes „Wallon” et

„Wallonie” qui désignent désormais les Belges de langue française et de dialectes romans, et le pays habité par ceux-ci. Wallonnisants stricto sensu, Picards du Hainaut et de la Flandre Wallonne, Lorrains de l'arrondissement de Virton, les quelques Champenois de la basse-Semois se proclament „wallons” par-delà les distinctions philologiques entre dialectes. La langue française leur sert de commun dénominateur et la portion belge de la Flandre Gallicante (de dialecte picard) est devenue la „Flandre Wallonne”, partie intégrante de la Wallonie, nonobstant l'ire de certains Flamands de France⁵).

Entre les deux blocs, il s'en forma un troisième: la capitale s'accrut au détriment des deux régions de l'État unitaire, conçu en 1830 sur le modèle de la France toute proche. Les émigrés flamands s'y dénaturèrent, les Wallons y oublièrent leur pays et ses besoins. Ils constituèrent, pour leurs régions d'origine, des „Parisiens” au petit pied. La capitale les avait engloutis, avec son égocentrisme baptisé en l'occurrence „intérêt supérieur de la Nation”. Même s'ils se situaient dans une classe inférieure de la population bruxelloise, ils demeureraient persuadés de la supériorité intrinsèque de la capitale.

Jean François Gravier flétrit dans „Paris et le désert français”⁶) la voracité d'une capitale qui, peu à peu, engloutit la France. Le processus n'est pas spécial à ce pays. Bruxelles mériterait certes une place d'honneur dans une liste des capitales atteintes de cette espèce de boulimie. Administration, institutions para-étatiques et organismes professionnels ont été centralisés à Bruxelles. La banque, la finance et l'administration de nombreuses sociétés industrielles les ont suivis. Nous renvoyons au rapport „Economie Wallonne”⁷), présenté au gouvernement belge le 20 mai 1947 par le Conseil Economique Wallon (p. 114 à 131). Le rôle néfaste d'une capitale ainsi conçue, nous le resumerons en reprenant les termes de G. Sardo⁸) qui, après avoir énuméré les grands hommes politiques, chefs de gouvernement, toute la phalange des Siciliens illustres émigrés à Rome et oublieux de la terre natale, conclut: „Tous ces grands noms, ces hautes figures étaient, du moins la plus grande partie d'entre eux, irréprochables dans leur vie et pleins de grands projets. Mais pourtant, passé le détroit (de Messine), comme si celui-ci était le Léthé, ils oubliaient tout. Les meilleurs s'occupaient seulement de problèmes de politique générale et ne songeaient plus à leur pays que pour de petites faveurs accordées à leurs amis: distributions de croix de chevaliers et avantages analogues”.

Mouvement flamand et réactions wallonnes.

Cet aperçu d'ensemble sur les trois grandes composantes de la Belgique actuelle nous amène à étudier le Mouvement

flamand et les réactions qu'il suscita dans la conscience des Wallons, c'est-à-dire la formation du Mouvement wallon lui-même. Cette étude nous conduira jusqu'en 1940.

L'aristocratie et la bourgeoisie flamandes se trouvaient depuis des siècles vis-à-vis du peuple dans une position fort voisine de celle qui fut maintenue, jusqu'au traité de Versailles, par les barons allemands dans les pays baltes. Parlant une langue incomprise du peuple, ils développaient dans le Nord du pays, une culture brillante en français et vouaient à l'idiome local, vivace mais inculte, un mépris aristocratique. Le régime de 1830, bâti sur le modèle de la monarchie anglaise et de la France bourgeoise de Louis Philippe, reconnu au français les droits de langue unique dans tous les secteurs de la vie publique: administration, enseignement secondaire et universitaire, armée, tribunaux.

Un tel hiatus entre deux fractions importantes de la société interrompait, on s'en doute, les relations normales entre les classes et murait dans un ghetto les couches inférieures de la population flamande. Le mouvement flamand réclama la justice pour les opprimés et s'efforça, dans tous les domaines, d'élever le niveau culturel du peuple et de faire reconnaître les droits de sa langue. Nous nous bornerons à citer quelques unes des étapes de ce combat, à parler des réactions de la partie francophone du pays et à décrire ensuite ce qui, peu à peu, naquit du flamingantisme militant: la Vlaamse Volksgemeenschap ou communauté populaire flamande⁹).

1848 marque, pour toutes les nationalités de l'Europe, une date importante. Vers cette année se tinrent divers congrès de nationalités en voie de réveil. Le plus connu est le Congrès Panslave de Prague en 1849, point de départ du mouvement „slavophile”. En 1839 déjà les Bretons sous la conduite de Le Gonidec et de La Villemarqué, avaient été reçus par les Gallois à Abergavenny au premier Congrès Interceltique. Le 25 août 1852, au palais archiépiscopal d'Arles, les poètes français du Midi inauguraient les assises d'où devait sortir le „Félibrige”. L'année même du Congrès Panslave, Gand vit se réunir des intellectuels néerlandais et flamands. Ce Congrès Pan-néerlandais se fixa comme but: „to protect the Netherlandish race from destruction and to unite the intellectual forces of Holland and Flandern”. (Clough, op. cit., p. 78). Bref, une manière de prise de conscience de l'unité „grande-néerlandaise”. Le peuple flamand avait peu conscience de cette unité, à tel point que lorsque le gouvernement de Guillaume I^{er} de Nassau imposa la langue néerlandaise en Flandre, de 1815 à 1830, il se heurta à de très vives résistances de la part des Flamands eux-mêmes.

En 1858, une commission parlementaire releva les griefs flamands¹⁰). Et lentement, des lois furent votées qui visaient à redresser la situation. Nous en énumérerons quelques-unes:

- 1873, introduction du flamand dans la procédure répressive;
 1878, loi prévoyant le bilinguisme dans les avis et communications des fonctionnaires de l'Etat et des communes, dans les régions flamandes;
 1883, le flamand est proclamé langue véhiculaire dans l'enseignement moyen en Flandre;
 18 avril 1898, le Sénat adopte la proposition Cooremans faisant du flamand une langue nationale, sur le même pied que le français.

L'essentiel était donc acquis dès 1898: les lois subséquentes ne firent que mettre en oeuvre un principe généralement adopté. Nous en citons quelques unes parmi les plus récentes et les plus importantes:

1925, loi instaurant le bilinguisme dans les administrations centrales. Attaquée par tout le monde, cette loi fut remplacée par celle du 29 juin 1932 basée sur l'unilinguisme dans les administrations centrales et le système des adjoints;

15 juin 1935, loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Enfin, la loi accorda aux Flamands un centre universitaire par la flamandisation de l'Université de Gand (1923 et 1930) et des garanties sur l'emploi des langues l'armée (1928 et 1938).

Parallèlement à cette évolution juridique, se produisait une évolution psychologique dans l'attitude des Flamands vis-à-vis de l'Etat belge. J. Leclercq, sociologue pénétrant, a décrit ce phénomène avec tant d'exactitude¹¹) que nous ne pouvons mieux faire que d'en reproduire les termes: „(Le mouvement flamand) . . . s'est généralement heurté, comme tous les mouvements de réforme, à la mauvaise volonté de l'Etat dirigé par des Flamands d'expression française et par des Wallons. Et les Flamands s'irritaient de voir leurs revendications mises en échec par les éléments wallons des Chambres et du Gouvernement, bien qu'elles ne s'appliquassent qu'au pays flamand.

„Peu à peu s'est développé chez eux un sentiment d'attachement à la Flandre considérée comme une entité distincte de la Belgique, le pays wallon leur apparaissant comme un pays voisin et l'Etat belge comme un simple organisme juridique dont la plupart des Flamands ne nient pas l'utilité, mais dont ils estiment ne devoir se servir que dans l'intérêt de la Flandre. Ne désirant pas et n'estimant pas possible de former un Etat flamand, ils ont emprunté à l'Allemagne l'idée de la communauté populaire¹²). Leur patrie, c'est la Flandre, et la Flandre est une communauté populaire, l'Etat belge une institution dont la Flandre doit se servir. La Wallonie peut faire de même, et la Flandre s'entendra avec elle pour la gestion de l'Etat au mieux de leurs intérêts communs. Il s'est donc produit chez les Flamands un déplacement du sentiment patriotique qui s'est reporté de la Belgique sur la Flandre, sans qu'ils prétendent pour cela supprimer la Belgique“ (cf. p. 31—32).

Et l'auteur apprécie de la sorte la résistance des francophones: „Le phénomène sociologique est complet en ce sens que cette évolution s'est heurtée à l'indignation et à l'incompréhension des Belges d'expression française. Ceux-ci, imbus de l'identité entre la Patrie et l'Etat, n'ont pas compris que des Belges pussent, sans trahison, considérer une autre communauté que la Belgique comme leur patrie et il s'en est suivi, comme il arrive malheureusement souvent dans les conflits sociaux, une surexcitation des esprits qui a envenimé la discussion. Les Belges d'expression française ont accusé les Flamands de trahison: les Flamands leur ont répondu en les accusant de vouloir réduire le peuple flamand en servitude.“

Telles furent en effet les réactions dans le pays. A l'instigation de la bourgeoisie francophone, les Wallons ne comprirent rien au mouvement flamand et le combattirent. La guerre de 1914 parut leur donner raison lorsqu'un groupe de Flamands, entraînés par l'ardeur du combat, collabora avec les Allemands au sein du „Conseil des Flandres“. Ce fut bien pis encore lorsque les Flamands, antiallemands ou passifs durant la guerre, réclamèrent et arrachèrent l'amnistie pour les „activistes“. Dans la position sociologique que nous avons mentionnée plus haut, cette revendication prenait tout son sens, „vû la bonne foi flamande“ des susdits activistes.

Les Wallons, en face du réveil flamand, ne se bornèrent point toutefois à brandir les vers — discutables — d'un poète qui ne laissa guère que ceux là:

Flamands, Wallons ne sont que des prénoms.
 Belge est notre nom de famille . . .

Par un réflexe purement défensif, ils en vinrent à sentir ce qui les séparait des ravageurs du beau jardin français tracé par les „Grands Ancêtres“ de 1830. Signalons la fondation, en 1857, de la „Société liégeoise de Littérature wallonne“ qui commence à promouvoir l'étude des dialectes et de la littérature locale. L'oeuvre aussi de nombreux cercles archéologiques qui se consacrent à la découverte de la petite patrie. Mais jusque vers 1880—1890, le mouvement flamand paraît cheminer sous terre sans paraître au grand jour. Les „fransquillons“ endorment d'ailleurs leurs „frères“ du Sud dans une trompeuse sécurité par de subtiles distinctions entre Flamands et Flamingants, ceux-ci étant supposés peu nombreux et chargés de tous les péchés d'Israël. Le réveil allait se révéler cruel. Aussi, des 1888 et jusqu'en 1905, voit-on se créer un peu partout des „Ligues wallonnes“ éphémères mais toujours renaissantes¹³). Leurs caractéristiques les vouaient d'ailleurs à l'échec: défense des francophones de Flandre, croyance à une „âme belge“ et, par là-même, manque total d'une doctrine de base. Accordons

toutefois une mention spéciale à la „Ligue wallonne de Liège”. Le titre de son journal, „l'Ame Wallonne”, constituait à lui seul un programme. Cette Ligue eut à son actif le premier Congrès Wallon, en 1905, à l'occasion de l'exposition de Liège, et un second congrès à Bruxelles, en 1906. Il en sortit une prise de conscience plus nette du sentiment wallon, quoique les positions prises dans ces assemblées comprenaient encore la défense des Fransquillons.

Quelques radicaux s'attachèrent à la même époque à prôner l'idée du rattachement de la Wallonie à la France. Le comte Albert du Bois, leur chef, ne fut pas suivi. D'autres Wallons, plus réalistes, créèrent des groupements pour l'illustration de la culture française en Wallonie. Dans ce but Emile Jennissen, de Liège, fondait en 1909 les „Amitiés françaises”, qui connurent bien vite une très grande extension dans toutes les villes de quelque importance.

En 1910 le vice-président du Sénat s'écria en pleine séance: „Vive la séparation administrative”. Venant d'un homme modéré, cette parole trahissait l'inquiétude de certains milieux. Jules Destrée, socialiste venu de la haute bourgeoisie, profondément cultivé, passionné pour son pays, concrétisa ce sentiment. De son effort pour réunir les Wallons naquit „l'Assemblée Wallonne”, le 18 octobre 1912. En août 1912, Destrée avait lancé la „Lettre au Roi sur la séparation de la Flandre et de la Wallonie” qui, dans un style parfois pathétique, énumérait les griefs wallons et concluait à un fédéralisme. L'„Assemblée Wallonne” n'abandonna point tous les vieux errements que nous avons signalés plus haut; elle s'efforça néanmoins d'agir sur la masse, créa le drapeau wallon „au Coq Hardy”, rouge sur fond jaune, le chant des Wallons, la fête de Wallonie aujourd'hui célébrée dans les principales communes du pays.

En 1914, la situation du Mouvement wallon pouvait se définir comme suit: „Il serait inexact de dire qu'à la veille de la guerre le Mouvement wallon avait acquis une importance comparable, même de loin, à celle du flamingantisme à la même époque. Les catholiques d'ailleurs continuaient à boudier au mouvement¹⁴). En général cependant, celui-ci traduisait un état d'âme encore fort confus mais qui aurait pu se transformer, à la longue, en un sentiment s'apparentant à une conscience nationalitaire.”

Vint le long silence de quatre ans de guerre 1914—1918. A la „Constituante” socialistes et libéraux, sous l'impulsion de l'Assemblée Wallonne, votèrent le projet Remouchamps de „bilatéralisme”, „ayant pour but d'empêcher que des lois ou des gouvernements fussent imposés à la Wallonie lorsque ses mandataires avaient émis un vote hostile”. Le „réalisme” de l'Assemblée finit par sembler un poids intolérable à l'esprit bouillant de Wallons plus jeunes, plus radicaux. La „Concentration Wallonne”, fédération de groupements activistes, se

fonda en 1930, sur le principe: „autonomie de la Wallonie dans tous les domaines”. Quant à la Ligue d'Action Wallonne, elle eut le mérite d'éditer à Liège un journal bimensuel¹⁵), remarquable par sa tenue et sa verve, et de rassembler une pléiade d'intellectuels convaincus de l'urgence du problème. Deux de ceux-ci, Georges Truffaut et Fernand Dehousse, déposèrent en 1938 un projet de fédéralisme devant le Parlement, qui l'écarta. Cependant qu'en Hainaut, l'abbé Mahieu fondait „le Front démocratique wallon”, aile extrémiste du mouvement qui soutint, dans „la Wallonie nouvelle”, la thèse du rattachement à la France.

Le mouvement wallon, dans son ensemble, s'attacha à combattre la politique de neutralité, inaugurée par le Roi et les Ministres. Ceux-ci, d'ailleurs, étaient approuvés par l'immense majorité des Flamands, imbus du Los van Frankrijk („rompons avec la France”), et par beaucoup de Wallons, trompés par la presse gouvernementale et endormis par des discours berceurs. Le repentir devait suivre d'assez près... Tel fut, jusqu'au 10 mai 1940, le développement du mouvement et du peuple de langue romane de la Belgique à la recherche de lui-même.

Le Mouvement wallon de 1940 à nos jours.

Les remarques suivantes sont tirées en partie de notre expérience personnelle au cours de plusieurs années de résidence à Louvain, parmi les étudiants et les bourgeois flamands, où nous avons débuté comme membre du Comité des Etudiants Wallons de l'Université. Toutefois, nous n'en ferons cas que dans la mesure où elle concorde avec d'autres observations psychologiques et lorsqu'un accord suffisant paraît établi¹⁶).

Après la panique de 1940, les Belges rentrèrent chez eux, à l'exception des prisonniers de guerre. L'Allemagne, suivant un principe discriminatoire, renvoya rapidement les Flamands dans leurs foyers et garda en captivité près de 70.000 Wallons. La conduite de certains régiments flamands avait été peu glorieuse: certains Wallons généralisèrent et tirèrent de la libération des prisonniers flamands des conclusions au moins hâtives, sinon injustes. Durant la longue nuit de l'occupation, les Wallons résistèrent dès la première heure. Leur tempérament, radicalement opposé à celui des Allemands, les conduisit rapidement à un activisme qui, il faut le dire, contrastait dès l'abord avec la passivité de l'immense masse des Flamands. Cette dualité d'esprit se poursuivit jusqu'à la fin de la guerre. La collaboration en Wallonie fut l'oeuvre, dans le secteur économique, d'individus désireux de s'enrichir et, dans le secteur politique, de quelques paltoquets sans prestige, souvent sans moralité — exception faite d'une poignée d'intellectuels dévoyés, unanimement vomis par la population. En Flandre le

problème se révèle plus complexe, vû les affinités germaniques, hautement revendiquées avant-guerre, d'ailleurs à juste titre¹⁷).

Un autre fait allait faire apparaître entre les deux régions une différence de mentalité. Le Roi¹⁸), dès la reddition de l'Armée, le 28 juin 1940, refusa de gagner l'Angleterre et se constitua prisonnier. Des reproches s'élevèrent à son adresse, surtout dans le milieu des juristes¹⁹). Mais son mariage, le 11 septembre 1941, avec Mademoiselle Liliane Baels, fille d'un gouverneur de la Flandre occidentale, révoqué pour abandon de poste, marqua une scission nette dans le pays. La „question royale“ était posée: elle allait déchirer l'opinion pendant longtemps encore. . . .

On raconte que le 28 juin 1940, quelques militants wallons accomplissaient le pèlerinage au monument de l'Aigle blessé à Waterloo²⁰). Là, ils jetèrent les bases du „Front démocratique wallon“, premier mouvement de résistance qui allait s'étendre à tout le pays et devenir le „Front de l'Indépendance“. D'autres mouvements se fondèrent et eurent rapidement une activité de résistance wallonne se traduisant entre autres par des journaux clandestins: „Wallonie libre“, „Wallonie catholique“, „Wallonie indépendante“. Tous travaillèrent dans des milieux divers pour la défense de la Wallonie, de la civilisation française. Se fonda aussi, dans la clandestinité, le Conseil Economique Wallon, appelé à de belles destinées après-guerre. Au demeurant, la question wallonne toucha beaucoup de gens qui, avant guerre, ne s'en préoccupaient point ou — c'était le cas des jeunes — en ignoraient tout. Un exemple illustre: Joseph Merlot, aujourd'hui président du Congrès National Wallon, plusieurs fois ministre, se convertit durant la guerre à la cause wallonne, grâce au groupe d'études du parti socialiste clandestin²¹).

Après la Libération, le mouvement wallon repartit sur une base nouvelle.

En 1945 la doctrine wallonne demeurait encore confuse, mais l'esprit de beaucoup de compatriotes avait changé. Dès après la Libération Paul Tschoffen, ministre d'Etat, déclarait: „La question flamande est aujourd'hui à Liège“. Une série de personnalités prirent sur elles de réunir le premier Congrès National Wallon. Ce congrès aurait à préciser l'attitude des Wallons devant le sort à réclamer pour leur pays. Le 20 octobre, le congrès se tenait à Liège, présidé par J. Merlot. Le Comité d'organisation comprenait des ministres en exercice, d'anciens ministres, des hommes politiques, des professeurs d'Université, une brochette de personnalités. . . . Les congressistes groupaient des hommes et des femmes de tous milieux de Wallonie et de Bruxelles. A la fin de la 1^{ère} journée se plaça le vote dit „sentimental“. Sur I. 048 voix, 17 se prononcèrent pour le main-

tien de la structure belge unitaire avec modifications, 391 pour l'autonomie dans le cadre de la Belgique, 154 pour l'indépendance totale de la Wallonie et 486. . . . pour la réunion à la France. Un second vote dit „réaliste“ rallia l'unanimité moins deux voix autour de la motion: fédéralisme dans le cadre de la Belgique. Les répercussions du vote „sentimental“ séparatiste furent énormes et marquèrent un tournant dans l'histoire du mouvement wallon²²). A en juger par l'enquête que nous fîmes sur le moment même ou peu après, il semble que les 486 votants „rattachistes“ peuvent se répartir en trois catégories. D'abord, une minorité assez forte d'illuminés jacobins qui voyaient, dans la France centralisée, la patrie de leur coeur, sans se rendre compte que le problème en cause (deux communautés populaires au sein de l'état unitaire) ne pouvait être résolu en jetant une de ces communautés dans l'Etat le plus centralisé du monde. Mentionnons que ces gens appartenaient, en général, au groupe wallon de Bruxelles. Une autre minorité, composée d'intellectuels, voyait dans la France la patrie de sa culture et réagit sentimentalement. Mais la plupart des 486 désiraient appeler l'attention de l'Etat sur la gravité de la situation et „lancer le payé la mare“. Cette tactique réussit parfaitement et nous ne pourrions blâmer ceux qui votèrent dans cet esprit²³). La discussion qui s'éleva autour du vote fit connaître partout, jusqu'à l'étranger, la question wallonne qui se trouva ainsi posée devant l'opinion. Les congrès suivants (Charleroi, Namur, Bruxelles, Liège) se préoccupèrent de mettre en oeuvre le programme adopté à Liège: autonomie de la Wallonie dans le cadre de la Belgique, c.-à-d. fédéralisme à deux ou à trois. Bruxelles faisant figure de 3^e partenaire. Le Mouvement perdait de sa violence et gagnait en profondeur dans les couches populaires, surtout dans les grands centres. Divers événements vinrent encore le renforcer. . . .

Le Gouvernement, traditionnellement opposé aux griefs wallons et peu enclin à les satisfaire, comptant peut-être en démontrer l'inanité ou donner à l'opinion une satisfaction de principe demanda, par la bouche de M. Spaak, une enquête du Conseil Economique Wallon²⁴). „ Nous vous demandons, disait M. Spaak, de faire une enquête qui aura pour but de nous dire d'une manière exacte quelles sont, d'après vous, les causes de la décadence de cette Wallonie, causes contre lesquelles vous voulez lutter et contre lesquelles le Gouvernement veut lutter également. Et nous vous demandons de nous indiquer une série de remèdes à apporter à la situation que vous aurez ainsi décrite.“ Sur ces bonnes paroles, les membres du C.E.W. se mirent à l'ouvrage et présentaient le 20 mai 1947 le rapport demandé, en faisant ressortir qu'ils s'en étaient tenus au strict point de vue économique, laissant de côté le problème culturel et les aspects politiques de la question.

Trois conclusions se dégagent de cet exposé objectif, mais terrifiant par certains côtés pour des Wallons conscients: „1°. La Wallonie souffre économiquement de maux profonds; 2°. le pouvoir central, loin de venir en aide à la région wallonne, l'a systématiquement négligée; 3°. des remèdes urgents s'imposent et doivent faire l'objet d'un plan d'ensemble à mettre immédiatement en oeuvre." Le Rapport apportait donc de l'eau au moulin des Wallons soucieux de changer la situation diminuée où se trouve leur pays, en face d'une Flandre vigilante et d'une capitale dévorante.

Un nouvel indice de la faiblesse wallonne produisit dans les milieux politiques une grande impression. La Constitution prévoit l'élection d'un député par 40.000 habitants (art. 49). L'application du recensement de 1947 pour l'élection du 26 juin 1949 amena au Parlement 10 députés supplémentaires, dont 8 Flamands et 2 Bruxellois²⁵). Les Wallons se trouvaient décidément et définitivement mis en minorité, ce qui contribua à pousser les députés de gauche — majoritaires en Wallonie, mais minoritaires en Flandre — vers un fédéralisme qui leur rendrait, au moins la prééminence dans leur pays. Conviction neuve et non dépourvue d'arrière-pensées. Celles-ci, plus ou moins avérées, fournirent un prétexte commode à l'attitude négative et stérile où se cantonna la majorité des mandataires sociaux-chrétiens.

La „question royale" demeurait, depuis la Libération, l'objet de débats furieux entre le P.S.C. et ses adversaires. Elle donna lieu, dans l'excitation de la lutte, à l'étalage de petites choses, à des slogans indignes dans chacun des deux camps. Après d'interminables palabres, d'innombrables voyages à Prégny de personnalités les plus diverses, Léopold III remit son sort entre les mains des électeurs. On organisa, dans une atmosphère survoltée, la Consultation populaire. Celle-ci portait sur la question suivante: „Êtes vous d'avis que le Roi reprenne l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels?" Le dépouillement du scrutin devait s'opérer par arrondissements²⁶). Le résultat fit apparaître la différence radicale d'opinion entre la Wallonie et la Flandre. Un spécialiste de la géographie politique constatait (Témoignage Chrétien, édition belge, 24-III-50):

„La première chose qui frappe, c'est la différence radicale des votes en-deçà et au-delà de la frontière linguistique: le Nord se situe tout entier au-delà de 60 %; en-dessous de la frontière, une énorme zone claire (9 arrondissements wallons sur 13) dont la moyenne est de 37 % de oui et de 63 % de non. Ces 9 arrondissements représentent 1.325.000 électeurs contre 350.000 pour les 4 autres arrondissements, soit les 4/5 des électeurs." La Flandre de son côté fournissait la grosse partie des oui (72 %), Bruxelles avec 48 % de oui dépassait de 7 % la Wal-

lonie. L'ensemble du pays donnait 57,7 % de oui, soit 2,7 % de plus que le chiffre minimum fixé par le Roi lui-même. Alors, chez les mandataires wallons de gauche, se développe l'idée que le Roi ne pouvait être imposé par la Flandre majoritaire à la Wallonie qui n'en voulait pas.

Devant l'impossibilité de trouver une formule d'union, le Parlement fut dissous. De nouvelles élections donnèrent aux Sociaux-Chrétiens la majorité absolue, grâce à l'apport des voix flamandes. Le 21 juillet, le Roi revenait à la suite d'un vote du Parlement. Alors, en quelques jours, une formidable explosion embrasa la Wallonie: une grève au finish paralysa entièrement la vie du Sud du pays²⁷). Dans une atmosphère de guerre civile se préparait une marche de Wallons sur Bruxelles. Un incident avait eu lieu à Grâce-Berleur, près de Liège, où les balles des gendarmes laissèrent trois morts sur le terrain. On parlait d'une réunion des „Etats-Généraux de Wallonie". Le Roi abdiqua, soucieux d'éviter une guerre civile, et la paix revint dans le pays. L'émeute avait prouvé aux Wallons, et spécialement à la classe ouvrière, qu'ils pouvaient soutenir une épreuve de force et en sortir victorieux. Avertissement était donné aussi aux politiciens de toute tendance sur la puissance des réactions populaires, sur leur rapidité également. Beaucoup d'hommes politiques et davantage encore de Wallons des classes populaires ouvrirent les yeux sur le problème de leur petite patrie²⁸).

La décision du Roi créa en Flandre une véritable stupeur. La Flandre s'était lancée avec le romantisme mystique qui caractérise la race germanique dans un royalisme fervent au point d'atteindre l'outrance. L'attitude des Flamands avait changé après-guerre. Beaucoup d'entre les flamingants les plus intransigeants se déclaraient „Belges" très purs et tentaient de rassurer l'inquiétude wallonne. Ils se rendaient compte en effet que leur position majoritaire au Parlement leur permettait de gagner à tout coup. La question royale, ou plutôt son règlement inattendu les tira de leur quiétude et les poussa au dynamisme.

Deux questions se posent aujourd'hui, toutes deux de nature à perturber à nouveau la tranquillité reconquise et à renforcer, d'une part la Vlaamse Volksgenootschap, d'autre part la Communauté Wallonne.

La première est l'application des résultats du recensement linguistique de 1947. Les résultats, défavorables aux Flamands²⁹), n'ont pas encore été publiés, ce qui empêche d'en tirer les conséquences légales. Les Bruxellois protestent et demandent l'application du recensement. Il semble que, pour la première fois, apparait un embryon de protestation bruxelloise contre la volonté hautement affirmée par les Flamands de s'annexer la capitale. Le dernier mot n'est pas dit.

Ensuite, l'amnistie réclamée par des groupes flamands de plus en plus nombreux en faveur des „collaborateurs", va sans

doute soulever des tempêtes. Déjà, la puissante Fédération des Etudiants Flamands de Louvain réclame l'amnistie à cors et à cris³⁰).

Il est certain que dans les années qui vont venir, les deux communautés populaires iront encore en se différenciant. Aux hommes politiques, à tous ceux qui s'intéressent à la Wallonie et à la Belgique de tirer les conséquences de cet état de choses contre lequel les rêves ne sauraient prévaloir. Car si la „Question wallonne” se base sur des motifs qui ne sont point essentiellement politiques, c'est à la politique de tirer les conclusions et d'obtenir les changements et adaptations désirables dans la structure du pays. On peut regretter, en notre période de civilisation socialiste, le primat de l'économique. La politique reste cependant le seul moyen d'agir, en tous domaines, avec l'efficacité désirable. Le drama du Mouvement wallon, de la Wallonie, réside pour une grande part en ceci que presque tout le monde est d'accord sur les griefs, qu'un grand nombre s'entendraient sur la solution à y apporter, mais que jusqu'à présent très peu d'efforts ont été tentés, en ordre d'ailleurs dispersé, pour tirer les conséquences logiques du complexe psycho-sociologique que nous venons d'exposer et du „cahier de revendications” chaque jour plus épais vis à vis de l'Etat unitaire belge³¹). Du jour où l'union sera faite entre Wallons, sans que nul ait dû sacrifier un légitime particularisme, on pourra reprendre le mot de Schiller que chérissait Jules Destrée:

„S ist ein Wallon, Respect vor dem.”
 „C'est un Wallon, Qu'on le respecte.”
 (Wallenstein I-1)

Tot capita, tot sententiae.

A qui regarde de sang-froid les tendances politiques des Belges d'expression romane, elles peuvent apparaître comme une réduction du Chaos primordial, „rudis indigestaque moles”. Une telle opinion serait au moins hyperbolique. En fait les Wallons, individualistes forcenés, n'aiment point marcher sous une bannière unique. Il n'empêche qu'une certaine synthèse doit s'opérer entre les différentes „branches” du mouvement.

La gauche, socialistes et libéraux compris³²), se proclame volontiers „fédéraliste”, d'un fédéralisme qui partagerait la Belgique en deux régions — ou trois avec Bruxelles, territoire fédéral. Des sociaux-chrétiens de plus en plus nombreux se déclarent „provincialistes” (nombre égal de sénateurs pour chaque province, décentralisation très poussée à tous les échelons). En fait les catholiques indépendants ralliés au fede-

ralisme se demandent parfois avec angoisse si la gauche, en réclamant l'Etat fédéral décrit ci-dessus, ne prétend pas bâtir à l'intérieur de la région wallonne un „sous-état” unitaire, en diminuant autant que possible le pouvoir des provinces et celui des communes. D'autre part les provincialistes devraient se rendre compte que leur doctrine est trop étroite pour résoudre le problème. En effet quatre provinces isolées, sans grande conscience communautaire, se trouveraient désarmées devant le bloc de la „communauté populaire flamande”, qui les dominerait à tout coup. Les provincialistes connaissent bien mal la Flandre. Aux fédéralistes manque une claire perception de cette idée que „le fédéralisme commence à la commune pour aboutir à l'Europe”. Autrement dit, chaque problème doit être ramené à son échelon propre, communal, provincial, national ou européen³³). Il faut que sur ces principes, qui mériteraient plus amples développements, l'accord se fasse entre tous les Wallons, chose relativement aisée si une politique de parti ne s'y opposait pour des mobiles souvent peu avouables.

Le Mouvement wallon s'est fondé sur une réaction sentimentale, en un temps où le nationalisme à la mode de 1848 pouvait être remis au magasin des idéologies périmées. Avec des habitudes de paresse doctrinale, de vie à la petite semaine, cette tendance politique en est parvenue au point d'inertie ou nous la voyons maintenant. Un effort s'impose vers un peu plus de sérieux, ce qui peut se traduire par: regroupement, étude, ou mieux regroupement par l'étude. Beaucoup trop de gens se disent „Européens” sans voir même à quoi cela les engage. . . . ou alors, jouent un jeu inqualifiable. Le fédéralisme à la manière Spaak ne semble pas de taille à rendre l'Europe consciente d'elle-même. Si l'on doit, disons-le crûment, reconstruire le continent sur le modèle unitaire de la France, de la Belgique ou des Pays Bas d'aujourd'hui, alors mieux vaut ne pas même entreprendre cette tâche.

Le Mouvement Wallon manque contacts avec les mouvements analogues en Europe: basque, catalan, frison, écossais, gallois, frioulan, sicilien, breton, alsacien, etc. . . . S'il y a d'aventure quelque rencontre, personne n'y participe parmi les „militants de base”. Communautés populaires de tous les Etats, unissez vous!³⁴) Nous sommes loin de compte, hélas! et chacun demeure livré à lui-même. Ajoutons qu'en dépit de louables exceptions, la presse wallonne est bruxelloise d'esprit³⁵). Alors que la presse flamande forme un instrument d'une puissance sans égale au service de l'idéologie annexioniste „grande-néerlandaise”.

Nous avons dit notre pensée au sujet de certains aspects d'une cause qui nous tient à coeur. Il ne sert de rien d'étendre sur nous le manteau de Noë et c'est un militant wallon qui

nous affirmait un jour" il faut parler pour reveiller les endormis, et exciser leurs chancres afin de les faire hurler à leur tour."

Pour prospérer, pour sauver le „vieux pays" auquel nous tenons par chaque fibre de notre être, il faut donc que dans les plus brefs délais le mouvement s'élargisse, rassemble ses militants, s'efforce de repartir sur une base plus large, avec une doctrine bien établie, à la mesure de l'Europe qui se crée.

Les revendications du mouvement wallon.

Point n'est besoin de beaucoup d'imagination pour comprendre que le „fédéralisme" ne constitue pas la panacée universelle qui guérira tous les maux de la Wallonie, mais seulement le moyen d'action qui permettra de trouver, chez nous et par nos propres forces, le remède à ces maux. Ne pouvant énumérer tous les „griefs wallon"³⁶⁾, nous ferons un choix parmi les plus importantes.

A) Le problème démographique.

Pour certains il résume toute la question. Position comode que celle qui consiste à dire: „Faites des enfants et la Wallonie sera sauvée". Il n'en reste pas moins vrai que le problème de la natalité présente de multiples incidences d'ordre économique. On lira avec fruit à ce sujet le rapport „Economie Wallonne" (p. 53 à 105). Au taux de dénatalité actuel, nous obtiendrions en 1960 et 1980 les chiffres de population suivants, en regard de ceux du dernier recensement de la Belgique (1945):

	région flamande	région wallonne	région bruxelloise	Royaume
1945	4.205.935	2.856.661	1.282.438	8.344.534
1960	4.484.200	2.621.400	1.078.800	8.185.400
1980	4.575.500	2.130.000	748.400	7.453.900

Les chiffres parlent par eux-mêmes. Or le problème de la natalité en Flandre se pose tout autrement qu'en Wallonie. On trouvera ci-dessous l'opinion d'un catholique, éminent spécialiste des problèmes démographiques dont l'avis concorde dans sa brièveté avec les conclusions plus largement développées du rapport précité.

„La Belgique, et la Wallonie comme la Flandre, est un pays très peuplé. Il n'est pas surpeuplé comme on l'a dit parfois, et il suffit pour s'en rendre compte de voir qu'avant la guerre on faisait venir de la main-d'oeuvre étrangère; mais le pays est très peuplé, et si la dépopulation est un danger pour de multiples raisons qu'on a souvent signalées dans la presse, il n'en est pas moins vrai que le problème social de la population chez nous n'est pas de provoquer un accroissement

massif comme l'Allemagne essayait de le faire pour des raisons principalement militaires, mais un accroissement modéré. Or, le chiffre de 11 naissances pour 1.000 habitants auquel nous étions tombés en 1939 veut dire que la famille wallonne moyenne tend à être la famille d'un enfant. C'est sur ce point que doit porter la réaction. Libre aux Flamands, s'ils le désirent, de concentrer leur attention sur la famille très nombreuse de cinq à dix enfants. L'intérêt actuel de la Wallonie est que la famille moyenne devienne la famille de trois enfants. Pour cela l'action des pouvoirs publics, par la propagande intelligemment comprise et par les mesures matérielles de toute espèce, doit tendre à ce que les ménages qui se contentent d'un enfant aspirent à en avoir deux, que ceux qui se contentent de deux aspirent à en avoir trois; ce qui, avec les familles plus nombreuses, peut aboutir à une moyenne de trois enfants par famille pour l'ensemble du pays.

„Sans doute d'aucuns préféreraient-ils une propagande exaltant la famille la plus nombreuse possible. Mais le peuple wallon est surtout ouvrier et les ouvriers ont, à tort ou à raison, l'impression que la famille nombreuse constitue pour eux une impossibilité économique. De plus en Belgique, les catholiques sont à peu près seuls à défendre la famille nombreuse. Le peuple ouvrier wallon est, dans une large mesure, déchristianisé et on ne voit pas de chance qu'une propagande en faveur d'une famille très nombreuse réussisse auprès de lui. Mais l'accroissement dont on vient de parler suffirait à retrouver une natalité entraînant l'augmentation lente et régulière de la population dont le pays a besoin.

„Et, dès 1945, ce spécialiste concluait: „Il n'y a pas de doute que dans l'ensemble de l'Europe occidentale, l'après-guerre va être le théâtre d'une action intense en faveur de la repopulation. La Wallonie doit prendre rang parmi les nations qui l'entourent, mais elle doit pouvoir agir conformément à ses aspirations et à ses besoins. Arriver à accroître la famille moyenne dans des proportions modérées est une entreprise réalisable que notre peuple, avec ses traditions de bon sens et de réalisme, est capable de comprendre. Mais il faut pour cela que les Wallons soient maîtres chez eux et puissent régler leurs affaires comme ils l'entendent."

B) La question sociale.

La question économique proprement dite a déjà été traitée dans un grand nombre de brochures, dont le rapport „Economie Wallonne" indiqué plus haut³⁷⁾. Pour ce qui est de l'agriculture, bien peu de gens savent à l'étranger qu'elle est quasi-entièrement, tant en Flandre qu'en Wallonie, entre les mains du gigantesque trust cléricalo-financier, le „Belgische Boerenbond", qui fait et défait à sa guise les ministres — presque tou-

jours catholiques — et impose à l'Etat des idées spécifiquement flamandes. La question ouvrière se pose en Wallonie en de tout autres termes qu'en Flandre. Aussi ne voyons-nous aucun inconvénient à citer ce qu'un groupe d'intellectuels écrivait déjà à ce sujet en 1945:

„La structure sociale de la Wallonie est très différente de celle de la Flandre. La Wallonie est la terre de la grande industrie, des vastes agglomérations ouvrières du Pays Noir. L'industrie flamande est au contraire, à part un petit nombre d'exceptions, répandue à travers les campagnes. Les régions wallonnes à forte population sont presque exclusivement ouvrières. La Flandre possède une bourgeoisie nombreuse, une classe agricole industrielle formant une portion importante de sa population. L'ouvrier flamand lui-même est souvent un habitant de la campagne resté semi-agricole.

„Aussi la politique sociale tient-elle en Wallonie une tout autre place qu'en Flandre. L'ouvrier wallon est plus indépendant, plus éduqué, plus ouvert aux problèmes de classe. Son influence est plus grande sur les pouvoirs publics et ceux-ci, dès lors, pratiquent une politique sociale plus avancée qu'en Flandre. Cette politique est une politique chère qui exige de gros impôts, mais le peuple s'en trouve bien. Les grandes communes industrielles du Hainaut et de la province de Liège prennent de nombreuses mesures d'éducation et de bien-être populaire, et ces initiatives sont fort critiquées dans les milieux conservateurs. Pour contrecarrer les réformes sociales en Wallonie, les défenseurs de l'Ancien Régime se servent de la Belgique unitaire. Prétextant que le poids des impôts rend certaines entreprises non rentables en Wallonie, ils les transportent en Flandre où une politique plus conservatrice permet des bénéfices plus faciles. Le peuple wallon est ainsi privé de sources de revenus permettant d'élever son niveau de vie.

„Sous le couvert de l'unité belge, la Flandre devient par là le moyen d'arrêter l'essor social de la Wallonie et de vider la Wallonie de ses ressources, afin de sauvegarder des intérêts particuliers en opposition avec le bien général de la communauté wallonne.

„Le problème ne se limite d'ailleurs pas à une question d'argent. La Wallonie est plus démocratique que la Flandre; les conceptions sociales y sont plus avancées; l'ouvrier est moins disposé à se laisser conduire par une classe dirigeante qui n'est, en fait, qu'une classe capitaliste. Dans le monde d'après-guerre de grandes réformes s'annoncent, qui sont de nature à transformer profondément la structure sociale. Ces réformes se discutent et s'ébauchent, alors qu'en Belgique les dirigeants nationaux et flamands ne semblent aucunement s'en préoccuper.

„La Wallonie veut suivre sa destinée, conformément à son

génie et à ses aspirations. Elle doit pour cela être libre et ne peut se soumettre au contrôle d'une Flandre qui peut être majoritaire en Belgique, mais qui n'est rien en Wallonie.”

C) Le problème culturel wallon.

Maurice Piron a publié sous ce titre, dans „La Cité Chrétienne” (op. cit.), le meilleur article que l'on puisse lire sur le sujet. Tout d'abord, la Wallonie est française par sa langue officielle, par ses dialectes ou „langues familiales”: wallon, picard, champenois ou lorrain, confondus, nous l'avons vu, aux yeux des non-philologues sous l'unique dénomination de „Wallon”. Reprenant à Petri l'argumentation spécieuse mais massive des „Germanisches Volkserbe in Wallonien und Nord Frankreich”, il s'est trouvé des personnes pour prétendre que Les Wallons étaient seulement des Thiois romanisés, au moins sous l'aspect linguistique. Car l'anthropologie, on ne peut le nier, montre la présence d'un fort pourcentage de populations de race nordique, probablement celtiques ou germaniques d'origine. Nerviens ou Francs Saliens, à la limite septentrionale des Ardennes (Hesbaye, Hainaut). Jean Haust et surtout Elisée Legros ont fait des critiques pertinentes. „Ce qu'on se plaît parfois à mettre en doute pour des raisons intéressées qu'il est facile de comprendre, écrit Maurice Piron⁸⁸), c'est le caractère à prédominance essentiellement latine des dialectes du Nord-Est... Or, réserve faite pour un certain nombre de types lexicologiques vraiment significatifs... la majorité de ces mots (empruntés aux idiomes germaniques) occupent, sur le plan sémantique, ce qu'on pourrait appeler les étages inférieurs de la langue: noms de produits ou de spécialités, verbes du domaine affectif du langage importés avec une acception péjorative, mots compris et sentis comme des plaisanteries. Mais ce qu'il faut mettre en valeur... c'est l'aspect profondément archaïque (des parlers indigènes wallons)... où subsistent nombre de traits lexicaux que la centralisation linguistique a balayés partout ailleurs et qui continuent à vivre... adossés peut-on dire à la muraille germanique... A diverse égards, le wallon est plus proche du latin que le français et possède même en propre des formes néo-latines originales.”

L'éminent professeur conclut: „Si „latinité”, mot vague, a un sens, c'est ici qu'il faut le fixer.”

Donc vieux fond celto-ligure romanisé, puis superficiellement germanisé au point de vue ethnique, français et dialectes néolatins forment le substrat sur lequel s'épanouit la culture française de Wallonie, partie intégrante de la culture française en général au même titre que celle de toute autre province au Nord de la Loire. Cette culture, dans son essence, n'est point menacée, mais sa diffusion plénière se trouve contrecarrée par une organisation de l'enseignement peu appropriée à la Wal-

lonie. Nous examinerons quelques unes des déficiences de l'Etat unitaire à ce point de vue.

Lorsqu'on discute avec un Wallon inconscient de la gravité du problème culturel, il profère aussitôt deux arguments écrasants: le premier, déjà signalé: „Faites des enfants”, et le second: „Les Wallons n'ont qu'à apprendre le flamand!” Ce à quoi le mieux est de leur demander: „Le connaissez-vous donc, le flamand?” or neuf fois sur dix, la réponse sera négative.

Il est certain que la position des deux langues n'est pas la même au point de vue du rayonnement. Un Suisse allemand qui apprend le français n'a pas le sentiment de perdre son temps, car l'effort en vaut la peine. Mais, hormis celui qui se destine à une fonction qui l'amènera dans les Grisons, aucun citoyen suisse n'apprend le roumanche³⁹). La question est la même pour le gallois en Angleterre, pour le frison aux Pays-Bas, pour le basque ou le catalan en Espagne, pour le flamand en Wallonie. Chaque langue possède ses traits distincts, n'en méprisons aucune, mais le fait brutal est là: on n'apprend pas une langue par patriotisme, mais par intérêt. Or le Wallon vivant en Wallonie ne voit que peu l'intérêt d'apprendre le néerlandais et préférerait consacrer à l'étude d'une autre langue, germanique ou néo-latine le temps — au moins 5 heures semaine en moyenne dans l'enseignement secondaire — qu'il estime perdre à cette étude. Le résultat de la loi sur la seconde langue, c'est que rarissimes sont les Wallons qui sortent de leurs „humanités” avec une connaissance réelle du flamand; d'autre part, ces jeunes gens ne connaissent aucune autre langue vivante et le cours de flamand est trop souvent le refuge de tous les „cancres” et autres mauvais éléments.

Seconde question brûlante dans l'enseignement actuel: l'apprentissage du français. Le français parlé en Wallonie, comme d'ailleurs le français écrit, a fâcheuse réputation à l'étranger. Encore que les Français attribuent généralement aux Wallons le langage de M. Beulemans, il demeure vrai que nos intellectuels usent souvent d'une langue très pauvre, que le peuple parle un français rudimentaire⁴⁰). Nous sommes redevables de ce défaut à une mauvaise organisation de l'enseignement du français. Comme le disait la Commission Gailloise d'Enquête à propos de l'enseignement du breton⁴¹): „Une langue enseignée à l'école est un langage pour gens instruits et il n'y a sûrement personne qui songe à prendre comme point de départ le savoir et l'intelligence des illettrés pour décider d'un système d'éducation et d'enseignement”. Le Gouvernement belge et spécialement le ministre de l'Instruction Publique paraissent croire que, de naissance, les Wallons connaissent le français. Le résultat de ce mythe constitue un splendide exemple de nivellement par le bas. Une langue s'apprend chaque jour, surtout une langue aussi difficile, aussi

nuancée que le français. Par le fait de l'influence étrangère dans l'enseignement de notre langue, nous en arrivons à cette absurdité: des collèges où le cours de français occupe 4 heures par semaine, alors que 6 heures sont réservées au flamand, seconde langue — en fait troisième langue après le latin et le grec.

Une autre mesure importante pour le progrès de la culture française serait de briser le cadre trop étroit de nos quatre provinces-et-demi et de conclure avec la France une série d'accords culturels portant sur l'équivalence des diplômes. Ces accords permettraient, à partir de l'enseignement secondaire, de faire indifféremment des études dans l'un ou l'autre pays. Les Flamands ne trouveront aucun avantage à ce système, qu'ils seraient sans doute prêts cependant à proposer dans nos rapports avec la Hollande. C'est pourquoi, il importe que la Wallonie soit d'une part autonome dans l'organisation de son enseignement public, que d'autre part elle ait un pouvoir d'intervention égal à celui de la Flandre dans le gouvernement de la Belgique, de façon à exiger sur le plan diplomatique les accords dont elle a besoin.

Nous nous en voudrions de ne point consacrer quelques lignes de ce bref exposé à l'enseignement du dialecte. Jamais Wallon n'a pensé fondre tous les dialectes pour faire d'un seul d'entre eux une langue nationale. Le Wallon constitue encore pour beaucoup d'entre nous la „Muttersprache”. Mais le français conserve en Wallonie le rôle d'„Umgangssprache”. Le dialecte, langue „familiale”, a produit des oeuvres littéraires de classe. Personne n'en doutera après la lecture de l'admirable livre de M. Piron: „Les lettres wallonnes contemporaines”⁴². Mais, „on devine aisément les raisons qui ont empêché et empêcheront le wallon d'être l'instrument d'une littérature complète: littérature d'expression et littérature d'explication, pour reprendre une distinction faite par Ramuz. Si la première restera toujours interdite au patois, la seconde offre en revanche des possibilités quasi-illimitées. Du moment qu'elles atteignent une certaine plénitude artistique, les oeuvres dialectales sont assurées d'une existence irremplaçable qu'on ne saurait identifier à aucun „double”, même dans les littératures majeures. Constatation banale en soi. Mais pleine de conséquences quant au droit de nos lettres à une considération plus attentive.”⁴³)

Il est certain que les Flamands ont envers leurs dialectes une véritable exécution parce que, selon eux, ils corrompent l'A.B.N. (Algemeen Beschaafd Nederlandsch), la „langue puriste neerlandaise”. Ils se refuseront donc à admettre que les dialectes obtiennent dans l'enseignement la place modeste qu'ils méritent. Cette place nécessaire se justifie par le fait, que la majorité des Wallons, leur quasi-totalité même, ne sait ni

lire ni écrire le dialecte, en dépit de la facilité de l'orthographe Feller adoptée pour la transcription.

Le bref aperçu que nous venons de donner des revendications wallonnes est d'ailleurs très loin d'épuiser le sujet et il est d'autres „griefs” aussi fondamentaux qui n'ont pu même être effleurés.

L'avenir de la Wallonie.

Le bref aperçu que nous venons de donner des revendications de l'ensemble du pays et pourra passer la main à un „peuple” wallon, à une communauté majeure. Le mouvement flamand y est presque parvenu aujourd'hui et les Wallons pourront proclamer comme les Flamands l'ont fait à Dixmude en 1950: „Nous sommes Flamands par nature et par la volonté de Dieu, Belges par contingence politique.” Les Wallons, espérons-le, prendront la substance de cette exclamation et en laisseront tomber l'aspect romantique. Ou bien il se fondera une Europe fédérale, basée sur les „communautés populaires”, dans lesquelles s'aboliront les nationalismes haineux, exaspérés par les Etats souverains. Ou alors, comme Léon Bloy, „Attendons les Cosaques et le Saint-Esprit”.

Léon H. Halkin, historien clairvoyant, grand Wallon, se demandait en 1939 où trouver le lien de la communauté wallonne. Il examinait diverses hypothèses: le dialecte, la culture française, le primat d'une économie industrialisée. Et de conclure, avec E. Baussart: „C'est le sentiment d'une tradition historique de liberté... ce lien communautaire n'est pas exclusif à la Wallonie; il faut et il suffit qu'il lui appartienne incontestablement. Au dynamisme wallon d'en tirer parti...”⁴⁴⁾

Que les diverses communautés européennes: wallons, flamands, bavares, alsaciens, gallois, bretons, basques, galiciens, frioulans, frisons, brabançons et bien d'autres encore s'unissent! „Seule la lutte autour d'une idée qui soit en même temps une force réalisable engendre à la longue une création politique nouvelle: ainsi en fut-il jadis de quelques cantons alpins devenus la „République fédérale Helvétique”; ainsi en sera-t-il prochainement, si nous le voulons avec fermeté, du nouveau „bloc fédéraliste occidental”⁴⁵⁾.

Le mot d'ordre de cette ligue: une ballade populaire d'un peuple martyr, une vieille chanson lettonne, l'enseigne aux communautés comme aux individus,

Je ne veux pas qu'on m'exalte,
Je ne veux pas qu'on m'abaisse,
Je veux seulement vivre égal
Parmi des hommes égaux.

PAUL-MARIE JACQUES.

Notes

- ¹⁾ Luigi Sturzo, *L'Italia e l'ordine internationale*, Torino, Einaudi, 1946, 250 pp.
- ²⁾ La Wallonie devant l'histoire, *La cité chrétienne*, 1930, 20 pp.; cette plaquette constituée à notre avis la meilleure synthèse que l'on ait jamais tenté sur le sujet.
- ³⁾ Des divers „pays” composant le territoire actuel de la Belgique, union réalisée pour la première fois lors de l'annexion à la France et continuée ensuite à partir de 1830.
- ⁴⁾ Nous négligerons ici, faute d'espace, la petite communauté allemande. Une partie de celle-ci, en voie de résorption complète, se centre autour de la ville d'Arlon. Elle semble perdue pour le germanisme, malgré les efforts tentés jusqu'en 1914 par Godefroid Kurth et son „Verein fuer Uebung und Pflege der deutschen Sprache in Arel”. L'autre partie est formée principalement par les cantons de Saint Vith et d'Eupen, ainsi que le canton de Malmédy qui, lui, était wallon.
- ⁵⁾ cf. C. Debusschere, *Il n'y a pas de Flandre Wallonne*, Le lion de Flandre, t.X., page 7, Lille, 1938. Remarquons qu'au point de vue du dialectologue, Givet, Fumay et Revin dans les Ardennes françaises parlent un patois Wallon; cf. *Enquêtes du Musée de la Vie Wallonne*, T. II, p. 125 e.s., Liège, 1932.
- ⁶⁾ J. F. Gravier, *Paris et le désert Français*, 1947.
- ⁷⁾ Editions du Conseil Economique Wallon, 8 Boulevard Frère Orban, Liège, 100 frs.
- ⁸⁾ G. Sardo, *Sicilia Cause e limiti del separatismo* (apud Luigi Sturzo, *Le autonomie regionali e il Mezzogiorno*). 1944.
- ⁹⁾ Le meilleur ouvrage existant sur le mouvement flamand est à notre avis *History of the Flemish Movement in Belgium, a study on nationalism*; oeuvre d'un Américain, Stephard B. Clough, New York, 1930, 315 p. Cf. aussi *Philosophie der Vlaamse Beweging*, par Max Lambert, 1938.
- ¹⁰⁾ cf. *Annales Parlementaires*, 1858—1859.
- ¹¹⁾ *La communauté populaire*, 1938, édition du cerf, 29 Boulevard de la Tour Maubourg, Paris, 97 p.
- ¹²⁾ *Vlaamse Volksgemeenschap* (communauté populaire flamands, avec les termes adjacents „Vlaams nationaal”, et „Volksbelang boven Staatsbelang”; la ratiocination de la notion de communauté populaire est réalisée depuis longtemps en Allemagne (Ferdinand Tönnies, *Gemeinschaft und Gesellschaft*, 1887).
- ¹³⁾ cf. Guy Debrée, *Notes sur l'histoire du Mouvement Wallon*, *La Cité Chrétienne*, 20 mai, 1939.
- ¹⁴⁾ G. Debrée, op. cit.
- ¹⁵⁾ *L'action wallonne*, par opposition au journal *l'Assemblée Wallonne: La Défense Wallonne*.
- ¹⁶⁾ cf. Marcel Thiry, *La Belgique pendant la guerre*, Paris, 1945; Lucien Maréchal, *La mauvaise Carte*, Bruxelles 1946, chez l'auteur 33, rue Forestière; la dernière partie seulement de ce libelle est consacrée à la période 40-44. L'amateur pourvu de sens critique y découvrira quelques documents rarement cités.

- 17) Les affinités indéniables, cet héritage germanique (Germaans erfgoed) remis en honneur par le mouvement flamand contre la conception de la „Belgique latine” de 1830 fut souvent mal compris par les autorités allemandes: d'une part le „Vlaams Nationaal Verbond” et autres groupements semblables partisans de la collaboration, d'autre part les chefs opposés à l'Allemagne.
- 18) Nous nous bornons à exposer les faits dans leur matérialité et à mesurer leurs répercussions.
- 19) Jean Dabin, Professeur à l'université de Louvain a concrétisé ces reproches dans une brochure demeurée célèbre.
- 20) Le pèlerinage à L'Aigle Blessé (monument élevé en l'honneur des soldats wallons morts à Waterloo dans l'armée napoléonienne avait été organisé pour faire pièce au célèbre „IJzerbedevaart” flamand ou s'exprimait le „Los van Frankrijk”.
- 21) cf. interview dans le Gaulois du 4 mai 1940. Voir aussi la brochure publiée par „la Wallonie Catholique” et signée de 23 étudiants originaires de toutes les parties de Wallonie symptomatique dès son titre (Y a-t-il une question wallonne?) des inquiétudes nées pendant la guerre.
- 22) Nous avons pris soin de vérifier par quelques recoupements l'exactitude de nos pointages.
- 23) Mentionnons pour mémoire le complexe créé par le vote secret au milieu d'une foule en délire; cette influence de masse a certainement renforcé les votes extrémistes.
- 24) Le conseil Economique Wallon, 8 Boulevard Frère Orban, Liège, organisation wallonne indépendante et a-politique, a publié en plus l'„Economie wallonne” une „Chronique du Conseil économique Wallon” et une revue trimestrielle intitulée aussi „Economie Wallonne”. Son président: Emile Cornez, Gouverneur du Hainaut.
- 25) Notons que, à l'occasion de l'application des résultats du recensement une grande partie des membres wallons des Académies adressa au Gouvernement une pétition attirant son attention sur la situation amoindrie de la Wallonie.
- 26) Le mode de dépouillement donna lieu à de vives polémiques. Certains députés proposaient en effet que le dépouillement ait lieu à Bruxelles, après mélange des bulletins venus de toutes les parties du pays. Les Wallons conscients s'opposèrent à cette procédure et obtinrent gain de cause.
- 27) La grève toucha absolument tous les secteurs de l'économie; à Bruxelles elle fut aussi importante qu'en Wallonie, alors qu'en Flandre le nombre des grévistes demeura infime.
- 28) Mentionnons que l'Institut Universitaire de Recherches Economique et Sociales au cours d'une enquête menée en 1949 avait noté que 30 à 35 % des Wallons étaient favorables au fédéralisme. Nous nous excusons de ne pouvoir fournir des chiffres plus précis et détaillés.
- 29) La loi belge oblige les administrations communales au bilinguisme scolaire et administratif, lorsque la population minoritaire dépasse 30 %. Il semble que le recensement ait fait apparaître ce chiffre dans plusieurs communes, jusqu'ici unilingues flamandes, de l'agglomération Bruxelloise; d'autres communes seraient devenues unilingues françaises, dans cette même agglomération. Cette augmentation paraît due à la décongestion du centre — de langue française — de la capitale, à l'afflux d'émigrants wallons et à l'assimilation de nombreux éléments flamands.
- 30) Les associations d'étudiants flamands exercent sur la communauté

- une influence très grande, comparable à celle de la „Burscherei” dans l'Allemagne d'avant 1870.
- 31) Un „Parti Wallon” n'a aucune chance électorale, les dernières élections l'ont encore prouvé abondamment. Le „Parti de l'Unité Wallonne” n'a recueilli que quelques milliers de voix dans le pays. Les „partis flamands” d'avant guerre avaient plus succès et totalisaient une quinzaine d'élus (Vlaams Nationaal Verbond et Dinaso) XX Il semble donc que les militants doivent travailler d'abord les partis traditionnels, où d'ailleurs la besogne ne manque pas.
- 32) Le parti libéral devrait plutôt se classer à droite; seul son anticléricalisme, parfois rabique, lui peut permettre de se ranger dans la gauche.
- 33) Un exemple de ce manque de compréhension: certains militants wallons prétendent que les cantons d'Eupen et de S. Vith, cantons de langue allemande — repris à l'Allemagne après la guerre —, doivent être „assimilés” de quelque manière. Les 30.000 intéressés devraient cependant avoir quelques avis à donner en la matière..... !!
- 34) cf. Notre Avenir, les peuples et les populations minoritaires de l'Europe occidentale, Paris, 1945. Pour être juste disons que les Wallons se font présenter aux „Congrès des minorités et régions européennes”, mais cet effort est peu réaliste et reste sporadique.
- 35) Les grands journaux ont leur siège à Bruxelles et montrent un mépris non dissimulé envers les revendications wallonnes. La presse régionale manifeste ça et là une plus grande compréhension mais reste loin en-deça de la presse flamande!
- 36) Le congrès National Wallon publie les „Cahiers des griefs Wallons”, édition du C.N.W., 39 rue des Anglais, Liège; ils constituent une mine de documentation fort précieuse.
- 37) Le temps et la place nous manquent ici afin d'aborder cet important aspect de la question Wallonne; nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.
- 38) La Cité chrétienne.
- 39) Le Roumanche est cependant langue nationale en Suisse, bien que parlé par 4 % seulement de la population, mais son rayonnement est minime.
- 40) Il n'est pas question de proscrire le „français régional”, respectable en soi, qui peut constituer un élément de beauté littéraire par ex. l'oeuvre d'Henri Fourrat. La question des barbarismes et solécismes que se permettent jusqu'aux professeurs d'Université, celle aussi de l'indigence du vocabulaire devraient se placer parmi les plus préoccupantes. cf. La Nouvelle Revue Wallonne, tome II, no. 1, octobre 1949: Albert Maquet, Servitude et grandeurs de notre français régional. (La N.R.W. est l'origine du C.N.W., 39 rue des Anglais, Liège).
- 41) Rapport sur la visite en Bretagne de la Délégation Galloise, en avril 1947, William Lewis, Cardiff.
- 42) Collection „Clartés”, Casterman, 164 p., 18 frs.
- 43) Maurice Péron, Le problème culturel Wallon, La Cité chrétienne, p. 445.
- 44) La Wallonie devant l'histoire, p. 18, tiré à part de la Cité Chrétienne, 1930.
- 45) Bernard Delesalle, Sauvegarde de l'occident, Dokkum, Frise, UFAT, 1948. En cas de formation d'une unité Européenne, qui supprimerait la Belgique, il nous semble que l'union Wallonie-Lorraine pourrait se réaliser sans trop de heurts vu l'identité de caractère, d'habitudes, et un vieux fonds commun d'ancienne civilisation; ce point de vue peu éclairci, la „civilisation lotharingienne” commune mériterait un sérieux approfondissement.

IV. Le destin des Pays Normands

„JE ME SENS PLUS NORMAND QUE FRANÇAIS”
— Jules Barbey d'Aurevilly —

Terre et peuple de Normandie.

Le Long de la côte de la Manche, après la Picardie où s'achèvent les Pays-Bas, commence une autre terre et vit un autre peuple. A travers cinq départements de l'Unéindivisible République Française, malgré le temps et la politique, malgré l'oubli de certains de ses fils et la rage des centralisateurs, l'Unité Normande demeure.

Vivent encore ces „pays”, si divers mais tous marqués de l'empreinte du Nord. Vivent encore les Pays de Caux, de Talou et de Bray, le Lieuvin, l'Evrecin et le Neubourg, Le Roumois aux alentours de la Capitale et le Vexin aux portes des terres françaises, le Pays d'Auge et le Pays d'Ouche, l'Hiemois et les Campagnes de Caen, de Sées, d'Argentan ou d'Alençon, le Bocage, l'Houlme et le Cinglais, le Mortainais et le Passais, le Bessin et l'Avranchin, le Cotantin, le Val de Saire et ce bastion scandinave avancé dans la mer: la Hague.

Entre Picardie et Bretagne, débordant sur le Maine et l'Île-de-France, s'étend la patrie normande, la terre verte, le royaume des eaux et des bois.

Le peuple a gardé le vieux nom du Nord: „Northmen”, les Normands!

Il s'est lentement formé au cours du Haut-Moyen-Age: d'abord des Celtes, puis des envahisseurs romains et surtout leurs mercenaires germaniques; des Francs qui marquèrent profondément cette terre où Charlemagne fit déporter des Saxons, enfin les Vikings Scandinaves.

C'est ce mélange nordique qui forme le fond radical du peuple normand. Au physique de grands hommes blonds aux yeux clairs, au moral des êtres entreprenants et réalistes, tels sont souvent les héritiers des Vikings. Paysans et pêcheurs, artisans et ouvriers, gens de loi ou gens de guerre, tous fils du même peuple, ils gardent en leur cœur la nostalgie du septentrion et le sentiment d'appartenir à une même race.

La terre et le peuple de Normandie ne se livrent pas volontiers. C'est leur fierté, leur mépris pour le „horzain” (étranger),

leur intime conscience d'appartenir à une race différente qui leur a permis de demeurer à travers les siècles, au plus profond de leur âme, presque secrètement, eux-mêmes....

Les liens de l'histoire.

L'Unité Normande n'est pas le fait du hasard. Bien plus que le sang et le sol ce fut la Volonté qui forgea au cours des siècles une Nation et même un Empire.

L'histoire de la Normandie Indépendante fut courte — mais étincelante!

911: Rolf le Marcheur bondit du drakkar norvégien et arrache lambeaux par lambeaux la patrie; ce sera notre premier duc. Les autres consolident sa conquête. Nous lisons encore leurs noms dans les vieilles chroniques de nos abbayes: Guillaume-Longue-Epée, Richard-Sans-Peur et Richard-Le-Bon, Robert-Le-Magnifique que d'aucuns appellent Le Diable et qui mourra en Terre Sainte. Protégée par leur glaive surgit la Civilisation Normande qui allait illuminer tout l'Occident Médiéval. Mais voici Guillaume-Le-Bâtard et la conquête de l'Angleterre par la victoire d'Hastings en 1066.

De tous les Pays des hommes accourent: des Bretons, des Flamands, des Picards, des Angevins, des Français même.... La force et la sagesse suivent les bannières de sang aux léopards d'or. Et aux Croisades les Normands, depuis longtemps établis en Sicile, seront encore parmi les premiers chevaliers des armées chrétiennes; fine fleur de l'Occident uni pour la première fois depuis le règne de Charlemagne!

Mais les dures réalités de l'histoire se plaisent à dénouer les fils merveilleux de ce destin auquel nous nous croyions pourtant promis.

En 1120 le dernier prince qui fut vraiment de notre race se noie à Barfleur avec la „Blanche-Nef". En 1203 le dernier bastion de la résistance normande, le Château-Gaillard, tombe aux mains du roi français Philippe-Auguste. Richard-Coeur-de-Lion n'est plus qu'un souvenir, Guillaume-Le-Conquérant un rêve et Rolf une légende. La Nation normande est brisée, l'Empire normand dispersé.

Pour la première fois la Normandie est rattachée à la France.... Ce fut peut-être un mariage de raison, pour beaucoup de Normands ce ne fut jamais un mariage d'amour.

Pour beaucoup le seul souverain légitime resta longtemps le roi d'Angleterre, héritier légal, sinon direct, du duc normand Guillaume, et non pas le roi de France malgré l'habileté d'un saint Louis ou la férocité d'un Philippe-Le-Bel... Dans les îles normandes accrochées à la côte vécut longtemps le souvenir de la patrie ducale; le nom du moine historien Wace restera à jamais attaché à cette fidélité irréductible.

Pendant les guerres dites de „Cent Ans" la Normandie fut divisée et on parla longtemps des collaborateurs d'alors qui s'appelaient „reniés".... Le juge de Jeanne d'Arc, l'évêque Cauchon est encore le symbole de la lutte contre l'impérialisme français.... Guerre civile s'il en fût! Les Armagnacs et les Bourguignons se disputaient le doux royaume de France, pourquoi des Normands n'auraient-ils pas choisi la fidélité britannique contre l'emprise envahissante des gens du Sud?

Le 14 April 1450 les troupes anglaises subissent la défaite de Formigny. C'en est fini de l'Union Anglo-Normande comme de la Duché. La France qui se forge n'a pas besoin d'autonomies.

Et le 9 November 1469 l'anneau ducal de Normandie — symbole de l'indépendance et de la fidélité au souvenir des ducs scandinaves — fut brisé en une cruelle séance de l'Echiquier à Caen.

De l'autonomie à l'assimilation.

Longtemps après le fracas des dernières batailles, longtemps après que la France eût occupé cette terre et annexé ce peuple, la Normandie resta quand même la Patrie pour beaucoup de ses fils.

A la lutte armée pour la liberté et l'indépendance succéda la lutte légale pour le respect des droits. En effet l'Union Franco-Normande reposait sur un contrat mutuel et pendant des siècles les Normands furent intraitables pour obtenir le maintien de leurs droits contre l'absolutisme royal.

Deux textes, datés du 19 Mai 1314 et du 22 Juillet 1315 constituent ce qu'on nomme „La Charte aux Normands" et qui resta jusqu'en 89 la base théorique de la réunion de la Normandie à la France.

Pour son respect combattirent les paysans au cours de ces terribles révoltes qui se firent pour certaines au cri de „La Charte aux Normands!" Combattirent les artisans qui surent garder leurs revendications provinciales au côté de leurs revendications sociales. Combattirent les bourgeois attachés aux libertés de leurs villes et de leurs corporations. Combattirent les clercs héritiers de la grande tradition monacale normande du Bec-Hellouin et des premiers prélats anglo-normands. Combattirent les gentilshommes, héritiers directs des Hauts-Hommes scandinaves, libres et fiers, derniers mainteneurs du lien féodal qui ne conçoit la fidélité au Suzerain que dans l'indépendance du Vassal, responsable de sa terre et de ses gens depuis la disparition des ducs.

La Normandie réellement indépendante ne vécut que deux cent ans. Beaucoup plus longtemps vécut son souvenir.

Mais peu à peu les meilleurs de ses fils émigraient. Au lot habituel des „bannis" qui éclairaient tout le moyen-âge de leurs fuites galopantes et de leurs révoltes désespérées contre une

monarchie qui ne tolère plus l'aventure, succèdent maintenant des colonies entières. Non seulement des seigneurs débordant de volonté de puissance mal contenue dans les frontières de l'absolutisme royal, mais encore du menu peuple simplement épris de liberté.... L'intolérance religieuse lors de la Révocation de l'Edit de Nantes le 20 Septembre 1685 les chasse en Hollande et jusqu' en Prusse.... Quant aux épris d'aventure, ils ont suivi depuis longtemps les Jean de Béthencourt, les Anjo, les Cavelier de la Salle, et sont aux Indes ou au Canada.

Pour ceux qui pied à pied luttent pour garder à la Normandie le maximum d'autonomie, qu'ils soient conseillers aux Etats provinciaux ou brigands de grand chemin, il existe encore des „lettres de cachets" et des échafauds.

Si paradoxal que cela puisse paraître, la Révolution ne fit que parfaire l'emprise du système centralisateur de l'Ancien Régime. Malgré les voeux unanimes des trois ordres dans les cahiers de doléances de 1789, malgré les efforts et la petite armée des „Fédéralistes", malgré le geste de Charlotte Corday, malgré les Chouans de Frotté, les Jacobins triomphent.

Et à travers tous les régimes politiques se poursuit leur oeuvre. Empereurs et Rois, Républicains et Maurassiens, leur but reste le même: au nom de la sacrosainte „Unité Française" faire de la Normandie, aux yeux de tous, „une province comme les autres". Une province? Pas même, cinq départements, pendant la guerre un champ de manoeuvre pour les négres américains, et, depuis, un terrain d'expérience pour une entreprise qu'il est souvent ironique de nommer „Reconstruction"!

Aux yeux de tous.... Mais nous savons qui nous sommes et que nos pères vikings étaient des hommes libres.

Le reveil Normand.

Nous savons qui nous a appris à distinguer derrière les cocoricos officiels le visage réel de nos Pays Normands.

Dans les dernières années du XIX^e siècle, au plus fort de la rage centralisatrice et anti-traditionnelle naquirent, comme une saine réaction de tous les peuples de France, des mouvements issus du plus profond du sol et de la race. Malgré l'ironie, malgré les menaces, malgré les encouragements officiels (qui tuent plus sûrement un mouvement „régionaliste" que les persécutions), malgré l'indifférence ou la haine, ces mouvements grandirent et soulevèrent la foi et l'enthousiasme de milliers d'hommes qui ne voulaient pas voir disperser leur héritage. Et aujourd'hui ils veillent encore comme les derniers guetteurs de la civilisation des peuples d'Occident. Seuls dans „le désert français", ils annoncent ce qui doit demain devenir l'Europe populaire.

La Normandie a eu aussi les artisans de son renouveau. Mais

ils sont peu connus. La Normandie ne possède ni la langue d'un Mistral, ni la bourrée d'Auvergne, ni les costumes de Plougastel, ni le témoignage du „Lion de Flandre". Moins soucieux de l'extérieur, moins tapageurs et moins compromis que d'aucuns, nous avons longtemps travaillé en silence.

Il n'y eut jamais chez nous une organisation très stricte avec hiérarchie et discipline. Le mouvement a suivi les lois de la race: il repose sur le „quant à soi". Chacun a choisi son „drakkar" et l'„esturman" (pilote) le dirige à sa guise, qu'il se nomme langue, histoire, poésie ou folklore.... Ainsi naît dans une anarchie apparente qu'ordonne seule l'inflexible rigueur de notre destin nordique un mouvement normand, et c'est sans doute beaucoup plus qu'un parti....

Mait'Louis Beuve et le „Bouais-Jan"

C'est à une poignée de Normands groupés autour de notre grand poète national Louis Beuve que nous devons aujourd'hui de savoir encore le nom de notre patrie et de connaître les devoirs comme les droits de notre peuple.

Pendant dix ans (de 1896 à 1906) Louis Beuve anima avec François Enault un groupe d'„exilés" à Paris pour lequel il choisit le symbole du „bouais-jan" — la plante aux durs piquants et aux fleurs jaunes qui pousse le long de nos routes et de nos chemins creux. Le Bouais-Jan n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir mais c'est grâce à son action que fut ranimée la foi normande. C'est grâce à ces hommes du Cotentin et de la Hague que fut renouée la poésie en langue populaire normande et que se sont conservées les „blaudes" de nos hommes et les „coëffes" de nos femmes. Et leur effort marquera toujours notre mouvement.

Mais Louis Beuve dut regagner la Normandie et la société déclina à Paris. Mait'Louis n'interrompit pas son activité normande pour autant et, presque seul, entreprit une gigantesque campagne de „renormannisation". Il fut non seulement le poète mais aussi le militant. On se souvient encore de sa campagne pour les prénoms qui vaut à quelques garçons de notre génération de se nommer Erik ou Olaf et d'avoir des soeurs prénommées Brunhilde ou Hilda! On connaît par coeur, et aussi bien dans les petites villes qu'au fond des campagnes, ses grands poèmes en langue dialectale, tel la magnifique „Graind-Lande de Lessay". On attend avec impatience l'impression de son roman inachevé „La lettre à la Morte" où il a rassemblé l'essentiel de sa foi en une rénovation normande. On se souvient de sa silhouette et de ses innombrables anecdotes et on rit encore de ses colères contre les centralisateurs et de ses coups de griffe redoutables. Jamais ne mourra en nous le souvenir de celui qu'on appela „Le dernier Viking Chrétien"!

„Les Mainteneurs“

A côté de Louis Beuve et de sa lutte de vieux paysan attaché à son sol et à ses ancêtres, notre siècle vit naître les efforts de tous ceux qui, dans tous les domaines, osèrent s'affirmer Normands et héritiers des Vikings.

A côté de nos paysans qui se sentent différents, et, disons-le, supérieurs à tout étranger, des représentants des classes cultivées allaient se dévouer à leur patrie et à sa cause. Des savants devaient affirmer la justesse de ce caractère nordique de la Normandie, des artistes y ajouter tout le renouveau de leurs créations littéraires ou plastiques, des jeunes projeter dans l'avenir tous les rêves du passé. . . .

D'abord l'Histoire. L'affirmation ne suffisait plus, il fallait la preuve. Et ce fut la mission souvent ingrate qui échet à tous ceux qui se penchèrent sur les „mystères“ de nos origines. Des érudits locaux plus célèbres auteurs, ils luttèrent avec les armes de la science pour la cause normande. Il établirent d'une manière indiscutable la réalité d'un important peuplement scandinave, danois et norvégien, et de son influence dans tous les domaines de la vie normande, et même occidentale, des X^e et XI^e siècles à nos jours. . . . A ce travail auquel s'associèrent philologues et anthropologues, ils ajoutèrent, avec la collaboration des juristes, toujours nombreux en Normandie, une mise au point exacte sur les „droits“ des Normands au cours de la formation de l'„Unité Française“; ils ont ainsi bien souvent corrigé l'histoire officielle écrite par les vainqueurs et enseignée à tous nos qu'naillies (enfants), d'une manière aussi laïque qu'obligatoire.

Nous ne saurions oublier les noms de Prentout, ni de Joret et, plus près de nous, celui du marquis de Saint-Pierre qui en ce moment, à un âge très respectable, court les paysages désolés d'Irlande à la recherche des vestiges du passage de notre premier duc Rolf.

Ensuite la Langue. Le normand n'est plus une langue scandinave; ce n'est qu'une langue romane prononcée par des gosiers nordiques. . . . Le normand n'est pas du mauvais français et il est plus proche de la „Chanson de Roland“, écrite telle une saga par le normand Turolde, que de l'argot parisien. D'ailleurs Louis Beuve le dit; „Notre patois, du français défiguré? Allons donc! Il lui est antérieur. C'est lui qui est du patois qu'no za creu buon d'amarer, d'peigni, d'touser et d'emberlificoter. . . .“ Il y a aujourd'hui plusieurs dialectes dont le plus pur reste naturellement celui de La Hague. Il contient encore un grand nombre de mots inconnus du français et d'origine norroise indiscutable. Certains professeurs s'attachent à le maintenir, à le purifier, à unifier l'orthographe et à veiller à ce qu'il reste enseigné et parlé dans les familles paysannes. C'est en partie

grâce aux chansonniers en patois que notre dialecte s'est conservé. Après Georges Métivier de Guernesey, auteur d'un dictionnaire franco-normand, les noms d'Alfred Rossel et de son interprète Charles Gohel restent célèbres dans le Cotentin, tout comme ceux des patoisants Charles Le Boulanger, Georges Desdevizes du Désert, ou Jean Totvast.

Enfin les Coutumes. Les costumes ont disparu depuis près de cent ans à l'exception de quelques „bonnettes“ que portent encore les vieilles paysannes de la Manche, aux jours de très grande fête. Les chants vraiment populaires sont rares depuis l'Empire et les danses normandes, après avoir été fortement influencées par les danses de cour du XVIII^e, ont aujourd'hui dans les bals villageois cédé la place aux rythmes négres ou sud-américains. Il y avait donc tout à faire. Et c'est l'honneur de la demi-douzaine de groupes folkloriques normands d'avoir porté les vieux costumes, retrouvé les vieilles cadences et ressuscité les danses de naguère. Un recueil de danses avec musique, photos et explication des pas doit paraître incessamment. Grâce à la volonté d'une poignée d'instituteurs, les gosses des écoles dansent maintenant à certaines occasions les anciennes rondes paysannes.

Les „Skaldes“

Autrefois, bien avant les trouvères de notre Moyen-Age, les sagas, venues des rives de la lointaine Islande, chantaient les hauts-faits de notre race. Aujourd'hui la tradition n'est pas encore oubliée et poètes et romanciers ont repris l'épopée des „fils de la mer“.

Au XIX^e siècle, comme un coup de foudre traversant les brumes, éclata la voix de Jules Barbey d'Aureville. Celui qu'on nomma „le connétable des lettres“ fut avant tout le chantre du Cotentin, son „dernier bailli“ a-t-on dit. . . . Malgré la consécration officielle et les honneurs parisiens (et posthumes), il resta Normand. Dans ses étranges romans et ses nouvelles étincelantes, c'est le peuple des forêts et des landes qui revit parmi nous. Il s'attacha plus particulièrement à l'époque de la chouannerie normande dont le souvenir berça son enfance et nous narra quelques unes des aventures des gentilshommes et du peuple unis non seulement par leur fidélité au roi mais encore, mais surtout, par le vieux sentiment d'indépendance nordique incompatible avec la tyrannie jacobine. Ses héros n'oublient pas dans leur lutte les „libertés normandes“ et il était courageux de l'écrire. Il a ainsi réhabilité la mémoire de ceu qui ne furent longtemps aux yeux des Parisiens que des „brigands“.

De tous les poètes normands de langue française, Charles-Theophile Férét est le plus curieux. Contemporain de Louis Beuve, il essaya dans le Pays de Caux et le Roumois de ranimer

cette lieur normande qui luit depuis le „Bouais-Jan“ dans tout le Cotentin. Il amait se proclamer scalde et en plus des ses poèmes de „La Normandie exaltée“ il nous a laissé de curieux écrits où, dès 1904, il prend violemment position pour „une patrie à notre image“ et la trouve „dans la victoire rouge des pirates ancestraux“. Toute sa vie il lutta „pour rendre à notre peuple la conscience de son identité superbe“. Sa mort nous le rend aujourd'hui dans toute son intégrité et, comme il disait lui-même, „Scandinave juqu'à le moelle“.

Parmi les romanciers contemporains, Jean de la Varende a su se tailler une place bien à part. Celui que Robert Brasillach appelle „le dernier féodal“, débuta en littérature par une suite de récits romancés sur son „Pays d'Ouche“. Depuis il ne cesse de produire romans et nouvelles, essais cinématographiques et monographies. Fils d'un Normand et d'une Bretonne, il ajoute à son hérité scandinave cette part de rêve que possède, plus que tout autre, le peuple celte. La plupart de ses oeuvres, écrites en une langue drue, recherchée, précieuse parfois, enchassant dans son texte des mots de dialecte normands, ont pour cadre la Normandie et son Pays d'Ouche. Des héros étranges et violents les animent. La Varende a su reprendre certaines figures semi-historiques, choisies même parfois dans sa propre famille, et leur donner cette curieuse survie qu'il affectionne, ces intrigues extraordinaires nouées dans des décors de légende où la nature de chez nous reparait dans toute sa plénitude et son mystère. Non seulement la nature, mais encore la race: La Varende a su peindre à merveille cette petite aristocratie normande, héritière des conquérants norrois, profondément consciente de sa mission, liée à ses terres, unie à ses gens, enveloppée dans le filet imperceptible des dernières traditions. Mais La Varende n'est pas seulement un des meilleurs romanciers d'aujourd'hui, il est aussi, à son rang d'écrivain, un militant normand, et peut-être le meilleur. Grâce à lui les milieux intellectuels français et même étrangers ne peuvent plus ignorer ce que nous sommes et le visage si particulier de notre peuple. De tous ses essais historiques, le plus connu est ce „Guillaume le Bâtard Conquérant“ qui chante les premiers âges de notre patrie. Mais hélas! combien ont compris le message profondément normand, nationaliste, impérialiste même, qui s'en dégage?

L'Action Normande.

Commencée sous le signe du Bouais-Jan l'action normande poursuit sa route depuis lors dans une apparente nonchalance. Nous pouvons en distinguer assez aisément les étapes et en fixer les deux pôles: étude et diffusion. Il est certain que jusqu'ici l'action fut surtout le fait de chercheurs qui amassé-

rent une quantité inimaginable de documents extrêmement précieux, surtout sur le plan historique. Il manque encore la petite élite de militants qui donnera au „mouvement normand“ un aspect vraiment populaire sans lequel il ne saurait prétendre à la vie. Mais il faut tenir compte de cette réserve, de cette apparente froideur des Normands qui semblent les éloigner de toute action concertée.

C'est ce caractère individualiste qui explique le peu de succès des groupes Normands. Ceux-ci se nomment généralement sociétés et présentent toutes les garanties voulues de calme et de sécurité; les seules bombes qu'ils lancent sont intellectuelles; mais derrière cette quiète façade de tranquillité provinciale bat souvent le coeur étrange de vieux garçons passionnés de nationalisme, imbibés de fidélité muette pour la vieille patrie démantelée. Grâce à eux le flambeau brûle et des jeunes gens aventureux pourront s'y réchauffer avant d'allumer d'autres brasiers. Parmi ces groupements, les plus nombreux sont les sociétés savantes des petites villes et des bourgades, réunissant quelque chercheurs et travaillant sur un plan strictement local. A Paris nous trouvons aussi quelques amicales, réunissant souvent les Normands par département d'origine, mais leur activité consiste surtout en bals et manifestations d'ordre gastronomique. . . . La société des „Normands de Paris“ tente cependant, sur un plan malheureusement uniquement intellectuel, de garder parmi un fort noyau d'„exilés“ un climat très prononcé de patriotisme normand, mais celui-ci, s'il ne parvient pas à éviter les outrances d'un chauvinisme provincial exacerbé, n'en reste pas moins verbal. . . .

Il n'existe pas pour ainsi dire de Presse Normande. Les journaux de grande information n'ont de normand, la plupart du temps, que le titre et le lieu d'impression. Ce cont de simples échos des feuilles parisiennes et leurs chroniques locales se bornent à diffuser les avis de fièvre aphteuse et les annonces des bals de chef-lieu de canton. De temps en temps un bon article, mais il faut beaucoup de patience et une forte loupe pour le découvrir. En dehors des quotidiens et des hebdomadaires, seules quelques revues plus ou moins épisodiques restent vraiment normandes. On se souvient encore des revues savantes d'avant-guerre (notamment de celle publiée par la Société des Antiquaires de Normandie). Depuis, les „Cahiers Léopold Delisle“ paraissant à Paris et des revues analogues, à Saint-Lô et Argentan entre autres, sont de bonnes publications scientifiques. Un essai d'une luxueuse revue abondamment illustrée, „Terre Normande“, sombra il y a quelques années, après six numéros de valeur et d'esprit extrêmement particulariste. Tous les trimestres paraît aussi le bulletin des „Normands de Paris“ où les mondanités tiennent autant de place que les petits échos de la province. Citons enfin „L'Amicale Normande“

qui publie épisodiquement d'excellents articles sur l'histoire, le parler et le folklore.

La dureté des temps rend extrêmement précieuse les tentatives de renouveau d'Édition Normande. Avant guerre Deffontaine à Rouen avait publié une série de livres normands, entre autres de très bons La Varenne et l'„Histoire de Normandie“ de Laisney. Aujourd'hui la plupart des auteurs normands sont imprimés à Paris. Tels Manguin („Au temps des Vikings“), le Dr Chauvet („La Normandie ancestrale“), Hérubel, Quéru, Huard et Diard („Visages de la Normandie“), le marquis de Saint-Pierre („Rollon devant l'histoire“). Exceptions pour Herval („Les récits du veilleur de proue“) publié à Caen, Gilbert („Les Normands et l'influence nordique en France“) à Fécamp, et les oeuvres de Beuve qui doivent être rééditées à Coutance.

Au point de vue édition il faut surtout citer le monumental ouvrage édité après la guerre par une série de spécialistes (entre autres Colin, Marie, Lechanteur, de Boüard) „Les études normandes“ où sont données les caractéristiques essentielles de la terre et du peuple de Normandie.

Enfin nos manifestations les plus éclatantes sont ces Fêtes Normandes qui se déroulent dans tous les pays de Normandie tout au long de l'année. Les unes sont des foires, d'autres des pèlerinages. Certaines précèdent des deux, telle la Sainte-Anne de Bricquebec en Cotentin; à cette occasion, les paysannes mettent les „bonnettes“ plissées et richement brodées et les hommes leur plus belle casquette. Réunis sous les tentes on mange du „tournous d'gigot“ et on boit le bon „bère“ dans les „moques“. La fête de Saint-Michel, patron de la Normandie, réunit dans sa forteresse au-péril-de-la-mer, les meilleurs des fils du duché, chaque 28 Septembre. Citons aussi les grandes foires telle celle de renommée européenne qui se tient sur la lande de Lessay. Des fêtes épisodiques réunissent en de bizarres cortèges le meilleur et le pire, la plus récente fut sans doute celle du „Millénaire“ à Coutances en 1933 qui dura plusieurs journées et fut une apothéose de la Normandie et une profession de foi dans l'origine scandinave. Louis Beuve en fut un des animateurs et depuis cette date les Normands les plus convaincus, les plus pénétrés de l'„idée nordique“, ont pris l'habitude de se réunir chaque année dans le fameux „souper des Vikings“.

Le Cinema Normand n'est encore qu'un mythe, malgré les projets de porter des La Varenne à l'écran et quelques documentaires sur la verte province, ses vaches et ses pommiers en fleurs. Quant aux grands films qui ont pour cadre un de nos pays normands, ils se plaisent généralement à donner l'idée la plus fautive et la plus injurieuse de notre peuple. Nous n'en voulons pour preuve que trois films sortis en 1949 à Paris:

„Les eaux troubles“, „La Marie du port“ et „Un homme marche dans la ville“. Du Mont-Saint-Michel au Havre en passant par Port-en-Bessin, ils donnent, en une vision soi-disant „réaliste“, l'image de paysans, de pêcheurs et d'ouvriers passablement vicieux, alcooliques, tarés et d'une hérédité plus que douteuse. Et ce n'est pas la malice paysanne du comique cauchois Bourvil qui peut suffire à notre soif d'un cinéma à notre image. . . .

Pourra-t-on un jour parler d'une Radio Normande? Il ne semble pas hélas! en être question et les ondes préfèrent diffuser en Normandie les roucoules d'un Tino Rossi plutôt que les savoureuses histoires en dialecte de chez nous.

Quant à l'Enseignement Normand, tout reste sans doute à faire et ce n'est pas une chaire d'histoire „régionale“ à la Faculté de Caen, ni un projet de chaire de langues dialectales qui peuvent suffire à former la jeunesse qui aurait pourtant droit à une véritable „université normande“, enfin dégagée des impératifs sorbonnards.

La jeunesse des Pays Normands.

La jeunesse est tout à fait inorganisée et, il faut le dire, souvent très peu consciente des problèmes spécifiquement normands. Après le coup de fouet de la guerre, les jeunes sont retombés dans un apparent sommeil. Ceux qui se dévouèrent dans les bombardements et dont l'héroïsme fut au dessus de tout éloge sont maintenant „finis“. Déçus par l'impuissance du gouvernement de Vichy et par celui de la Libération, trompés par leurs chefs, trahis par les partis politiques de tout poil, ils gardent une forte méfiance de l'„engagement“. L'action normande ne dépassa jamais pour eux le cadre officiel d'un folklore désuet. Ils n'ont pas en général une connaissance en profondeur de leur patrie, faute d'avoir trouvé des maîtres pour le leur enseigner. Et le problème des cadres reste l'écueil de toute action normande ultérieure parmi la jeunesse. La plupart des cadres de mouvements de jeunesse fonctionnant en Normandie à l'heure actuelle sont indifférents, sinon hostiles, à une formation normande de leurs jeunes effectifs.

Les scouts, souvent puérils, considèrent la connaissance de leur région comme une véritable expédition chez les sauvages et les danses populaires comme un dangereux moyen de mélange des sexes; les seules „fêtes normandes“ auxquelles ils veulent bien participer sont les foires religieuses qui entourent de leur tapage piéto-mercantile le sanctuaire de Sainte-Thérèse de Lisieux. . . .

Dans les Auberges de Jeunesse on n'est pas hostile au mélange des sexes, bien au contraire! on y apprend quelquefois des danses normandes mais soigneusement édulcorées, déformées et même internationalisées. . . . (il est si malin de danser

une samba sur un air populaire normand ou de marquer les vieux pas en les accompagnant du tam-tam des Pygmées).

Il faut signaler par contre les diverses initiatives des Maisons de Jeunes, surtout celle de Caen, qui quelquefois s'attachent à organiser des cours de danses folkloriques, des conférences de culture normande et qui, à certaines fêtes traditionnelles (telles les feux de la Saint-Jean), organisent de grandes réjouissances populaires avec le concours du maximum de filles et de garçons.

La jeunesse des campagnes reste très différente de la jeunesse des villes. Si nous n'y trouvons pas les mouvements divers qui marquent l'agitation des jeunes citadins, le sentiment normand y est par contre instinctif et encore très conscient. La Jeunesse Agricole Catholique n'a pas encore en France pris position sur les problèmes régionaux: là elle encourage l'étude des dialectes et même des danses folkloriques, ailleurs elle s'attache à déraciner tout trace de culture autonome.

Certains jeunes paysans du Cotentin, des environs de Bricquebec, ont même formé un cercle purement normand dont le premier objectif est la défense du patois et la création d'un groupe folklorique. Ces jeunes ruraux sont même parvenus à créer un bulletin paraissant régulièrement tous les mois, „La Voué d'la Forae”.

Cette expérience est sans doute la plus belle promesse d'un renouveau normand par sa jeune paysannerie.

„Viking”

Pour tenter de coordonner tous ces efforts et dégager les bases tangibles d'un renouveau normand, une équipe de jeunes, „exilés” à Paris ou dans sa banlieue, a lancé une revue ronéotypée qui porte le titre de „Viking, Cahiers de la jeunesse des Pays Normands”. Au milieu d'effroyables difficultés financières, une demi-douzaine de numéros sont déjà parus et sont assez régulièrement diffusés en Normandie et même à l'étranger... L'élément intéressant de cette entreprise est son dynamisme et sa jeunesse. Sans éviter les maladresses ni même les erreurs, l'équipe de „Viking” fait passer sur le mouvement normand un grand courant d'enthousiasme et d'espérance. Appuyés par les „anciens”, sûrs de la confiance des jeunes, ces cahiers doivent faire beaucoup pour une renaissance normande. Leur innovation est sans doute la conception „totale” de tout mouvement de renouveau. Aussi y trouve-t-on, à côté d'articles d'„érudition dynamique”, des chroniques sur l'art, le sport, ou des considérations politiques ou spirituelles. „Viking” fit paraître un numéro spécial sur les anciens Scandinaves qui contient entre autres une très longue étude sur les runes. Enfin „Viking” publie aussi des articles sur les mouvements de jeunesse des autres pays, montrant ainsi sa volonté de ne pas rester dans le cadre d'un particularisme étroit.

„Viking” a fait paraître un calendrier normand pour 1951 et des numéros spéciaux sur „le devenir normand” et „la culture populaire”. La même équipe prépare un journal imprimé, „La Mauve” (La Mouette), qui paraîtrait plus fréquemment et ferait une part plus grande à l'actualité normande.

Perspectives d'Avenir.

Dans l'état actuel de l'évolution sociale et devant l'agonie du vieux libéralisme, remplacé chaque jour par les manifestations de plus en plus dictatoriales de l'„Administration”, beaucoup de Normands en sont venus à se poser le problème proprement politique. Et cela, qu'ils appartiennent à ce qu'on nomme „la gauche” ou „la droite”, classification horizontale qui ne veut plus dire grand' chose dans un pays qui affectionne aussi la classification verticale — haut et court — des „résistants” et des „traîtres”... Il y a donc, par delà l'adhésion ou la sympathie envers telle ou telle tendance politique de l'heure, un certain nombre d'hommes qui pensent politiquement le problème normand.

S'il n'existe pas sans doute de séparatistes, c'est que le séparatisme ne veut plus rien dire en cette seconde moitié du XX^e siècle qui est et sera marquée, plus que toute autre, par les impératifs de l'Unité Européenne. Mais les autonomistes demeurent sans doute et sont aujourd'hui assez portés vers ce fédéralisme qui unit à la fois le respect de la cellule de base — famille, métier ou province — tout en conservant, et peut-être même en fortifiant, l'unité supérieure. Hors de toute agitation ridicule et de tout chauvinisme outrancier, un bon nombre de Normands, gens sérieux et rassis, demandent très calmement, mais très fermement, comme l'ont fait des générations et des générations de compatriotes, le respect de leurs droits. Et ces modérés le resteront tant que les stupidités et les mesquineries du centralisme forcené n'auront pas rendu impossible toute vie provinciale. Il est difficile de les dénombrer, mais parfois le gouvernement parisien est stupéfait des ravages que produit cette tendance au sein de l'administration elle-même; malgré la timidité officielle des préfets et l'opposition de nombreux groupes politiques, les maires de beaucoup de villes et de communes commencent à clamer très haut leur volonté de décentralisation et à lancer les mots d'ordre d'une réforme de structure accordant une autonomie accrue aux cellules de base de la nation. Un congrès de maires à Caen, au début de 1950, a été particulièrement significatif à ce sujet et s'est déroulé sous le patronage du mouvement politique français „La Fédération” qui prend chaque jour davantage d'importance et mène, à côté de la lutte pour une décentralisation régionale, le combat pour l'Europe unie...

Cette idée d'Europe apparaît d'ailleurs comme un étrange retour à travers les siècles aux positions traditionnelles des penseurs normands. Il est curieux de voir au XII^e siècle un maître Pierre Dubois de Coutances — quel qu'il ait pu être par ailleurs son rôle dans la formation du sentiment nationaliste (et pré-centralisateur) français... — voulant déjà fédérer l'ensemble des Nations d'Occident. Il est curieux de voir au XVIII^e siècle l'abbé de Saint-Pierre, réfugié politique à Utrecht, invitant les peuples d'Europe à prendre pour modèle de leur unité la Confédération Germanique.

Et puisque nous parlons des grands penseurs politiques normands, il faut bien citer le „Réprouvé"... Notre pays de Bray a donné à l'Europe — puisque la France semble n'en point vouloir... — un des génies les plus authentiques du XIX^e siècle: le philosophe d'une nouvelle conception de l'histoire, l'auteur du si fameux, et si méconnu „Essai sur l'inégalité des races humaines": Arthur, comte de Gobineau. Il était des confins de la Normandie et se réclama toujours de ses ancêtres scandinaves (il alla jusqu'à écrire une vie d'„Ottar Jarl, pirate norvégien" qu'il réclame comme ancêtre). Etre la patrie de celui qui fut parmi beaucoup d'autres „le père du racisme", est-ce une tare ou une gloire? Devons-nous nous en cacher ou nous en réclamer? Tout dépend sans doute si le problème est envisagé par les tenants officiels d'une „nation de plus de cent millions d'habitants"... ou par ceux qui luttent pour construire une nouvelle Europe qui ne renie ni son histoire, ni ses traditions, ni sa foi, ni sa race?...

JAN CHARRIER.

V. Coup d'oeil sur le Mouvement Breton

Historique.

L'Europe sait, en dépit des efforts d'étouffement de l'Etat français, qu'il existe une „question bretonne". Mais ce qu'elle sait moins, c'est que le problème breton tient du miracle: la résurrection de tout un peuple.

En effet, la Bretagne, issue du peuplement de la péninsule armoricaine aux V^e—VII^e siècles par des émigrés venus de la Grande Bretagne, fut à l'origine la reconstitution d'une cellule de „réfugiés" sur un sol nouveau. Lentement unifiée, après avoir résisté victorieusement aux assauts des Francs, elle eut même une période royale qui vit son territoire déborder sur l'ensemble du Massif Armoricain, pour toucher l'Orne, la Sarthe, puis le Lay.

Les invasions scandinaves du IX^e siècle détruisirent cet état qui se reconstitua lentement pendant la période féodale, prenant de plus en plus figure de nation originale au fur et à mesure que la France menaçait son indépendance.

Obligée par les événements de maintenir la balance entre les puissances anglaise et française, la Bretagne succomba à ce jeu d'équilibre après que la guerre de Cent Ans eut chassé les insulaires du continent. Un siècle-et-demi après, le duché passait, en union personnelle, dans l'orbite du royaume de France (1532).

Livrée dès lors à la vie de ce pays, elle en subit toutes les vicissitudes, se trouva morcelée en cinq départements lors de la Révolution de 1789 et, sous l'emprise unificatrice des Jacobins parisiens, elle disparut de plus en plus en tant que conscience nationale.

Le nationalisme breton.

Vers 1850, on assiste, à la suite du romantisme, à un réveil breton dont l'„Association Bretonne", à la fois agrarienne et archéologique, fut la forme la plus active. Mais le mouvement régionaliste de ce temps était essentiellement imbu de littérature, de musique et de folklore. C'était un mouvement de petits hobereaux, de vieille noblesse déchue et de bourgeois conservateurs. Rien de „voelkisch" ni de véritablement „politique".

Le réveil des nationalités au XIX^e siècle, la lutte irlandaise en particulier, et le mouvement d'opinion consécutif à la première guerre mondiale pour le Droit et la Liberté, éclairèrent l'esprit des plus dynamiques militants bretons.

Dès 1919 on voit poindre une véritable agitation nationaliste, qui reprend le thème de l'indépendance élaboré en 1911 par C. Le Mercier d'Erm. Une feuille paraît, d'abord mensuelle: „Breiz Atao", dirigée jusqu'en 1939 par O. Mordrel et F. Debauvais. Ce parti est à l'origine autonomiste, puis fédéraliste, neutre en matière religieuse et assez avancé d'opinion. En 1927, un vaste essai de contact avec le peuple est tenté, en même temps qu'une coordination avec les autres minorités du territoire français, savoir l'Alsace, la Flandre, la Corse, etc....

Sous l'influence des événements de politique intérieure et internationale, le mouvement breton prend de l'ampleur, devient strictement nationaliste, et se divise en deux tendances: l'une socialiste hiérarchique, dont la revue „Stur" cultive l'esprit d'affirmation; l'autre, démocratique et catholique avec „War du ar Pal" des frères Delaporte.

Désormais le peuple connaît l'idée bretonne, et tout défenseur un peu actif de la Bretagne devient par simplification un „Breiz Atao".

En 1935, le problème de la défense des intérêts politiques et économiques locaux se doubla d'une vigoureuse action en faveur de la langue celtique, exclue de l'enseignement. La revue „Gwalarn" du professeur Roparz Hémon avait créé une élite d'expression bretonne depuis 1925. „Ar Brezoneg er Skol" devint un foudroyant mouvement revendicatif qui groupa 459 municipalités, 3 conseils généraux, 37 sociétés culturelles et diverses associations non bretonnes dans une vaste pétition pour l'enseignement immédiat de la vieille langue de l'Armorique. L'action de Yann Fouéré réunit 52 % de la population de la Basse-Bretagne et 18,5 % de celle du haut-pays, ce qui est un record d'unanimité si l'on songe que 30 ans auparavant, il n'y avait que mépris pour ce „jargon incompréhensible".

Lors des élections de 1936, le mouvement présenta un programme de „Front Breton" à tous les candidats, de la droite à la gauche: 41 l'approuvèrent et 10 d'entre eux furent élus. Devant tous ces faits et bien d'autres manifestations, dont certaines symboliques et tapageuses — en particulier la destruction par explosion du monument de l'Union, à Rennes, le 9 Aout 1932 — les défenseurs de la Bretagne se virent bientôt gratifiés, lors de procès iniques, de nombreuses années de prison.

A la fin de cette guerre, certains ont voulu présenter les partisans de l'autonomie comme des „collaborateurs" de l'Allemagne nazie, dans le but de les anéantir. Rien n'est plus tendancieux. On ne peut accuser personne d'avoir souri au spectaculaire écroulement de la III^e République en 25 jours, en Juin

1940. Mais une fois le gouvernement français installé à Vichy, la lutte contre la centralisation reprit, car Vichy n'était qu'une formule transitoire de la pérennité de cet Etat.

Les Allemands, surtout ceux du Parti national-socialiste, ne trouvèrent pas dans les Bretons des alliés de tout repos. Seul de tous les postes émetteurs du continent, Rennes-Bretagne ne fit aucune propagande pour l'Europe Nouvelle. L'„Heure Bretonne", le nouvel organe du Parti National Breton, mena campagne contre le recrutement de travailleurs pour l'Allemagne. Ses membres furent plus d'une fois incarcérés par la police germano-vischyssoise. Ce n'est qu'en 1942 que la lente mais tenace action bretonne aboutit à la formation d'un „Comité Consultatif de Bretagne", de pure valeur informative. Enfin, au moment de la Libération, on omit soigneusement de dire combien de patriotes bretons, sincèrement démocrates, luttaient dans les rangs de la résistance au fascisme.

Etat actuel du problème breton.

La réaction jacobine mit alors tout en oeuvre pour écraser le mouvement national breton. De simples joueurs de biniou furent emprisonnés! On tenta d'assimiler tous les défenseurs de la „matière de Bretagne", fussent-ils de paisibles philologues, à une formation militaire dite „Formation Perrot", qui combattit sous l'uniforme de la Wehrmacht, mais jamais l'esprit breton ne se laissa égarer.

Des centaines de patriotes, hommes, femmes, enfants, furent mis dans des camps de concentration, condamnés à mort, internés à vie, ou déportés. Cela est incontestablement la meilleure preuve que la Bretagne existe en tant que nation, car jamais encore on n'a vu des gens souffrir, lutter et mourir pour un idéal purement chimérique.

Cette aveugle répression a soulevé l'indignation mondiale, non seulement chez les peuples frères de Galles, d'Irlande ou d'Ecosse, mais aussi dans les colonies celtiques du Canada, des Etats-Unis, d'Afrique du Sud et d'Australie. Le „Times" en a parlé, et le Parlement britannique lui-même a évoqué cette question en son sein. Une Délégation officielle galloise parcourut en 1947 la péninsule pour se rendre compte de visu de tous ces faits. La publication de son rapport a fait sensation. La presse des Pays-Bas, de Suisse et de Frise en a parlé, sans compter les articles britanniques ou ceux, déformateurs, conçus à Paris.

A l'heure actuelle, l'ensemble du mouvement breton, politique, économique, social et culturel reprend vie. A trop vouloir contenir une force expansive, il arrive parfois qu'elle éclate....

De 12 cercles folkloriques en 1939, on en compte 103 maintenant. L'enseignement du breton se fait d'une façon facultative,

quoique prometteuse dans les lycées de Basse-Bretagne et dans de nombreuses écoles privées, alors qu'il n'y a pas si longtemps, on invitait les élèves à dénoncer ceux de leurs camarades parlant celtique. Avant guerre on ne comptait que deux revues uniquement en langue bretonne, elles sont maintenant au nombre de cinq: Al Liamm, Tir na n'Og, Kroaz Breiz, Kaierou Kristen, Kened.

Il y vingt ans, on ne trouvait pas au total deux douzaines de joueurs de biniou et de bombarde.... Depuis 1943, près de deux mille instruments ont été vendus....!

Sur le plan politique enfin, bien que le temps de la „Libération” ne soit pas tellement éloigné, on compte déjà cinq essais de journaux abordant carrément le problème, en dépit de toutes les embûches que l'on peut deviner: Emlod, Avel an Trec'h, Vent d'Quest, Sked, le Peuple Breton.

Deux tendances se font jours à l'intérieur du nationalisme breton contemporain: les „irréconciliables” d'une part auxquels doivent être attribuées, semble-t-il, certaines manifestations tapageuses de ces dernières années (destruction symbolique de la statue du connétable Bertrand Duguesclin, à Rennes; réapparition de la feuille extrémiste anti-française „Breiz Atao”); les modérés d'autre part qui envisagent, par la réalisation de leurs buts culturels, la collaboration avec les autorités de l'Etat français dans la mesure où ce dernier se raillie sincèrement à l'idéal du fédéralisme européen décentralisateur (par exemple le „Comité d'Études et de Liaison des Intérêts bretons” dirigé par Joseph Martray, avec sa revue mensuelle paraissant depuis 1950, „La Vie Bretonne”). L'action de ces derniers a abouti récemment au vote par le Parlement français de la très importante „Loi relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux” (11 janvier, 1951), qui fait espérer un début de l'organisation rationnelle des cours de langue celtique à l'école et à l'Université.

Si l'on veut bien se souvenir qu'il y a cinquante ans, il n'existait absolument rien de semblable, nous pouvons affirmer que dans la prise de conscience de sa valeur et de sa personnalité, le peuple de Bretagne est aujourd'hui l'un des plus évolués de l'Europe occidentale.

G. LE HUEDEZ.

VI. Euzkadi

L'EUKADI, ou Pays Basque, est situé au bord de la mer de Biscaye, à cheval sur la chaîne des Pyrénées qui sépare, non comme on le croit généralement, la partie française de la partie espagnole, mais les deux provinces d'Alava et de Haute-Navarre du reste du pays.

Politiquement, l'Euzkadi est actuellement partagé entre ses deux voisins latins, France et Espagne. Le pays basque espagnol ou „péninsulaire” est, de loin, le plus étendu, puisqu'il comprend, avec les trois provinces „vascongadas” de Guipuzcoa, de Biscaye et d'Alava, la Haute-Navarre, berceau de l'ancien royaume de Navarre. C'est aussi le plus riche, avec les ports et les industries minières de Biscaye et de Guipuzcoa. Le pays basque français ou „continental” est plus modeste: il ne représente que le tiers environ du département des Basses-Pyrénées et se compose du Labourd avec Bayonne, l'ancienne capitale, de la Basse-Navarre et de la Soule. Toutefois, ces trois provinces pourraient avoir un rôle important à jouer dans le développement culturel de la patrie basque, ayant conservé avec plus de fidélité que leurs soeurs d'Espagne la langue nationale ou „euskera”. Alava et Haute-Navarre, par exemple, sont en grande partie castillanes linguistiquement.

La population totale de l'Euzkadi s'élève à 1.500.000 habitants. Toutefois, le nombre des descendants de Basques dans le monde atteint six ou sept millions. Les colonies basques sont particulièrement importantes aux Etats-Unis (Far West) et dans les républiques sud-américaines (Argentine, Uruguay, Chili, etc....) Beaucoup de ces descendants de Basques, qui n'ont jamais vû la terre de leurs ancêtres, connaissent pourtant la vieille langue basque et continuent à la parler.

L'origine des Basques a été longtemps une énigme, et le demeure encore en grande partie. Lorsque les Romains occupèrent l'Espagne, ils trouvèrent dans ce pays un grand nombre de peuples qu'ils désignèrent du nom purement géographique d'„Ibères”. A l'extrême Nord-Ouest de la péninsule, dans les montagnes cantabriques, vivait la tribu des Vascons, ancêtres des Basques. Ce petit peuple lutta farouchement contre l'envahisseur, fut vaincu, mais non conquis, et conserva sa liberté. Lorsque l'ordre romain s'effondra et laissa le champ libre aux grandes invasions, les Vascons, longtemps cantonnés dans leurs

montagnes, voulurent à leur tour profiter du désordre ambiant. Ils soumièrent donc les régions voisines qui devinrent plus tard le Guipuzcoa, la Biscaye et l'Alava, ou provinces vascongadas, c'est-à-dire „vasconisées”, ainsi que les terres au Nord des Pyrénées qui s'appelèrent de leur nom: Wascogne ou Gascogne. Mais cette „plus grande Vasconie” manquait de cohésion, et bientôt le duché de Gascogne, à l'exception des régions immédiatement adjacentes à la Navarre (Soule et Labourd) passait sous l'autorité de chefs francs.

Cependant, il se produisit en Espagne un évènement qui permit aux Vasco-Navarrais de se constituer en nation: la conquête arabe. Seul le Nord de la péninsule fut épargné par l'invasion des Africains, et c'est de là que partit la „reconquête”, à laquelle les Vascons participèrent largement. C'est à cette époque (778) que se situe l'épisode de Roncevaux. Les Navarrais, alliés des Francs contre les Maures, se querellèrent ensuite avec leurs compagnons d'armes au sujet d'exactions et d'actes de pillage commis par ces derniers à Iruña (la Pampelune des Latins) et massacrèrent l'arrière-garde de l'armée de Charlemagne au défilé d'Orreaga (Roncevaux en langue romane). Hélas! les Basques actuels ont oublié ce fait d'armes, mais possèdent par contre, pâle imitation de la „Chanson de Roland”, une pastorale où sont chantés les exploits du preux français. . . .

Afin de pouvoir lutter plus efficacement contre les Infidèles — et, à l'occasion, contre les Chétiens — les Navarrais se choisirent un chef de guerre, Eneko Aritza (Eneko le Chêne), fils du vainqueur d'Orreaga. Cet Eneko (espagnol Iñigo) fut le premier roi de Navarre. Ses successeurs s'appliquèrent à étendre et à consolider la jeune monarchie. L'un de ceux-ci, Sanche III le Grand, fut le plus puissant des souverains navarrais: il possédait, en effet, outre l'Euzkadi, les régions actuellement espagnoles de la Ribera et d'Aragon, ainsi que la Gascogne (999—1035).

Ces rois navarrais, d'abord simples chefs de clans, avaient donc assuré la réunion de tous les Basques dans une seule nation, au sens moderne du mot. Cependant, il est permis de regretter qu'absorbés par leur tâche politique, ils n'aient pas songé à affermir les bases de la nation navarraise en y favorisant, par exemple, l'éclosion d'une culture indépendante avec le basque comme idiome officiel. Il se produit ce paradoxe: la Navarre, seul pays basque vraiment libre, est aussi celui où la langue indigène résiste le moins à l'assaut des patois romans. L'arrivée sur le trône navarrais de souverains étrangers, à la suite de mariages, accentuera encore cet état de choses et les Navarrais — tout au moins la classe dirigeante — se trouveront peu à peu coupés de la masse basquissante.

Les monarques jaloux de Castille et d'Aragon en profitèrent habilement: l'absence de sens civique des trois „vascongadas”

les amena à se détacher l'une après l'autre de la monarchie navarraise pour s'unir „librement” aux royaumes espagnols. Reconnaissons que les provinces basques jouissaient effectivement d'une situation privilégiée dans l'état espagnol, et ne furent jamais assimilées. Le roi catholique n'était que „seigneur de Biscaye” et devait jurer solennellement devant les „juntas” ou parlement de Guernica, de respecter les franchises (fueros) de la province. Nous voyons, au cours du Moyen-Age, le Guipuzcoa conclure librement des traités avec l'Angleterre, alors que cette dernière est en guerre avec l'Espagne. La nation de Biscaye possédait un consulat indépendant dans la cité flamande de Bruges.

Cependant, peu à peu, la Navarre perdait toutes ses acquisitions: la Soule et le Labourd devinrent anglais. Au départ des Anglais, si la première de ces provinces fit retour à la monarchie basque, la seconde fut annexée par le roi de France. Enfin, et ce fut l'arrêt de mort du royaume euskarien, la Haute-Navarre, ou „Navarre méridionale”, fut occupée par les troupes espagnoles (1512). Le roi, abandonné et trahi par les nobles, dut s'enfuir dans ses possessions du Nord des Pyrénées: la Basse-Navarre ou „Sexta Merindad” (la Navarre était divisée en six circonscriptions) et la Soule — c'est ce qui restait de l'antique nation basque, qui aurait pu être un jour „the wonder of the world” ainsi que dit Shakespeare dans „Love's labours lost”. . . .

Il serait intéressant pour un patriote basque d'analyser les causes de la décadence navarraise. Il y a, évidemment, la disproportion des forces, le féroce égoïsme des Français et des Espagnols. (A ce propos, il est intéressant de signaler que Charles-Quint, demi-Flamand et étranger dans une Espagne qu'il n'aimait guère, manifesta par contre une prédilection pour l'Euzkadi. Il s'entoura de Basques et voulut restituer le royaume navarrais à son régiment propriétaire. Mais les Espagnols l'en empêchèrent). Il y a aussi les lourdes fautes commises par les souverains de Navarre, leur manque de réalisme politique, leur idéalisme si l'on préfère.

Henri III de Navarre devint roi de France sous le nom d'Henri IV. Dès lors les deux monarchies seront unies sous le même sceptre. Cependant, les Basques continentaux conservent leurs privilèges. Ceux-ci ne leur seront otés qu'à la Révolution française, malgré l'opposition des députés souletins, basnavarrais et labourdins à la Constituante, qui protestèrent vainement contre l'annexion de leur pays par la France (1789). N'oublions pas que ce coup de force n'a jamais été ratifié depuis lors.

En Espagne, les trois „vascongadas” et la Haute-Navarre conservèrent un peu plus longtemps leurs libertés. Sans doute la monarchie espagnole était-elle aussi centralisatrice que la française, et n'acceptait qu'à contrecœur la survivance des

fueros. Mais toute attaque contre ceux-ci, ou contrafuero, aurait amené un soulèvement général. Pourtant, lorsque les libéraux afrancesados („francisés”), admirateurs des hommes de 89, vinrent au pouvoir, les Basques commencèrent à trembler pour leurs privilèges. Don Carlos ayant promis de leur maintenir leurs fueros, ils prirent parti pour lui et luttèrent farouchement contre l'Espagnol (1833). Grâce à eux et à leur général Zumalacarréqui, le Prétendant fut à deux doigts d'obtenir la victoire; mais l'incapacité et la vénalité de ses amis espagnols compromirent sa cause. Les Basques, vaincus, durent accepter la capitulation de Vergara. Le général libéral Espartero promit cependant que les fueros leur seraient conservés. Mais l'Espagne ne tint pas parole: moins d'un an après, la plupart desdits fueros étaient supprimés (1839).

L'échec du second soulèvement carliste (1872—1876) amena la disparition complète des dernières libertés dont les Basques jouissaient encore en Espagne.

Cependant les sept provinces pensaient toujours avec nostalgie à l'époque de leur indépendance. Déjà sous Louis XIV, un curé souletin, Matalas, avait soulevé ses compatriotes contre l'administration française. Matalas fut décapité et ses „complices” pendus; mais le mécontentement ne cessa pas pour autant. Plus tard le conventionnel Garat se souvint qu'il était Labourdin et établit les plans d'une mirifique confédération des états basques. Buonaparte fut, paraît-il, intéressé par ce projet. Pourtant, la grande majorité des Basques continentaux n'éprouvait que de la haine envers les révolutionnaires français qui firent régner une véritable terreur, particulièrement dans le Labourd (exécution, déportation de villages entiers, etc. . . .).

Ce ne fut pas de la Navarre, mais de la riche et industrielle Biscaye, que partit le mouvement nationaliste moderne. Un jeune biscayen, fils de carliste, Sabin de Arana-Goiri, eut la révélation, au contact de séparatistes catalans, de ce que devait être le nouveau basquisme. Il fallait dépasser le stade des revendications „fueristes” et faire de l'Euzkadi une nation libre, indépendante à la fois de la France et de l'Espagne, et groupant tous les Basques sous la devise Zazpiak-Bat, „Sept en Un”, symbole de l'union des sept provinces. Arana-Goiri fonda le „Parti Nationaliste Basque” et, lorsqu'il mourut, brisé par les souffrances et par la prison (25 Novembre 1903), la grande masse des Biscayens et des Guipuzcoans était conquise au nationalisme. Le carlisme se maintint surtout en Navarre.

Les événements qui se sont déroulés en Espagne ces dernières années sont connus et nous ne nous y attarderons pas. La République, par crainte de voir les nationalistes basques prendre le parti des rebelles (1936), leur accorda une certaine autonomie, que les Basques mirent à profit pour accomplir une oeuvre

immense, dans tous les domaines (modernisation du pays, enseignement, question sociale). Cependant, l'arrivée au pouvoir du galicien Francisco Franco ruina tous ces efforts. Depuis, le gouvernement basque, avec son président Antonio de Aguirre, vit en exil.

Dans la région basque continentale, le mouvement nationaliste, longtemps plus timide, semble avoir acquis une certaine vigueur ces dernières années, peut-être sous l'influence des autres tendances sécessionnistes qui se font jour à l'intérieur du territoire français. Je rappellerai le geste de ce jeune Labourdin Marc Legasse, qui fut arrêté pour avoir, au moment des élections générales de 1945 en France, apposé une affiche invitant les Basques à s'abstenir et à ne pas se mêler des affaires d'un peuple auquel ils n'appartenaient pas. Jeté en prison, il fut libéré après avoir fait pendant dix-sept jours la grève de la faim. . . . Les Basques continentaux possèdent un journal hebdomadaire, entièrement rédigé dans leur langue, et qui a fait suite à l'ancien „Eskualduna”, supprimé lors des événements récents de la „Libération”. Le mouvement culturel s'amplifie de jour en jour (par exemple la chaire de langue basque créée récemment à l'Université de Bordeaux; reprise, à Biarritz en 1948, des Congrès internationaux des Études Basques), mais beaucoup de jeunes commencent également à entrevoir la nécessité d'une action politique.

Le „Gouvernement basque émigré” résidant à Paris est entraîné de plus en plus, par son alliance avec les dirigeants internationaux de la démocratie chrétienne et du socialisme, dans une politique étroitement anti-franquiste qui lui fait négliger les intérêts réels de la patrie basque. Par exemple, la nécessité où il se trouve de ménager son hôte l'amène à ne tenir aucun compte des revendications, si légitimes soient-elles, des Basques cispyrénéens à l'égard de la République française: l'on décourage les éléments nationalistes de ces régions de toute action efficace, en leur faisant valoir des „châteaux en Espagne”. . . . L'intérêt bien compris du nationalisme euskarien ne serait-il pas aujourd'hui, dans une alliance entre ces Basques de France, entièrement abandonnés à eux-mêmes, et les survivants de la tradition „carliste” dont l'importance n'est pas négligeable à l'intérieur de régime espagnol?

Qu'advient-il de ces tendances? Tous les espoirs sont permis si les Basques des sept provinces savent travailler en union avec les autres peuples d'Europe qui luttent pour le même idéal de liberté et d'indépendance. S'ils n'oublient jamais non plus le mot d'ordre de Sabin de Arana-Goiri: Euzkadi da Euzko-tarren Aberria! (C'est l'Euzkadi qui est l'unique patrie des Basques).

JON CHAHO.

Une mine de renseignements....

L'Annuaire de Bretagne 1951

En vente dans toutes les bonnes librairies, ou chez Yvon LAIGLE,
Rue Saint-Michel, ST-PAIR-SUR-MER (Manche).

paru en 1949 chez le même éditeur:
Die Mehrheit der Minderheiten
de G. van Oldenbarneveld (G. Oudry)

aux Editions C.E.F.,
11, rue Pixérécourt, Paris-XX:
Veut-on vraiment faire l'Europe?
Lettre aux Fédéralistes français
de Henri Dumesnil

